

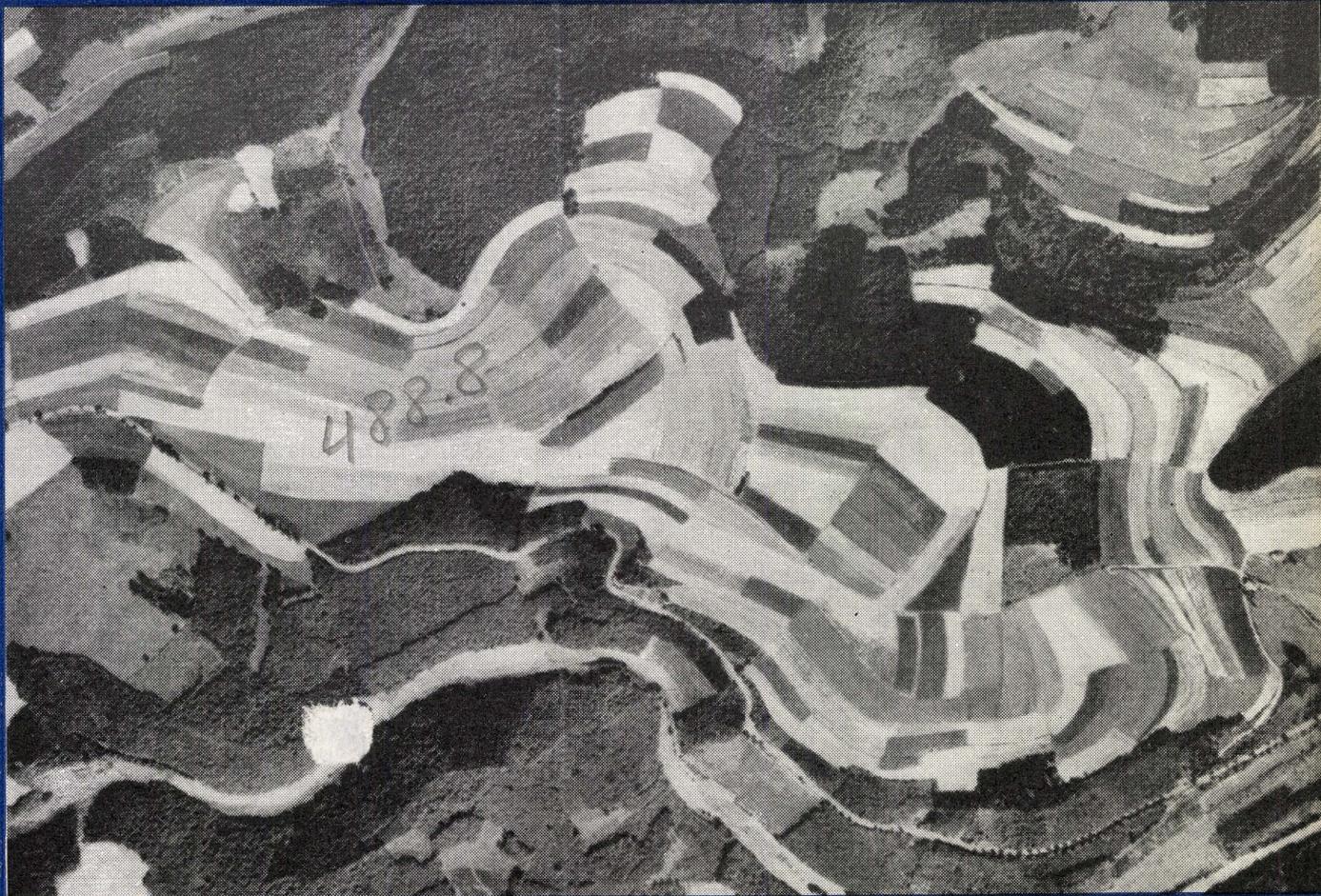
NOUVELLES



DE
L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

DÉCEMBRE 1962



NOUVELLES DE L'OTAN

Publication Mensuelle, Décembre 1962



Sommaire

La révolution silencieuse III :

La décolonisation , par le Professeur J.-B. Duroselle	1
Le Grand Allié , par Jean de Madre.	7
Lettre de Paris , par « Gavroche ».	12
La Conférence des Parlementaires de l'OTAN.	14
Pleins feux sur l'OTAN.	16
La Voix de l'URSS...	
Le Ministre de la Défense de l'U.R.S.S. et la puissance militaire soviétique	19
Nos lecteurs nous écrivent.	
Lettres de MM. Isidore Revitch, H.-A.-J. Martin, W.-H. Henderson et B. Cecil Bevis.	20
Livres.	
« <i>The Dynamics of International Politics</i> », par Norman J. Padelford et George A. Lincoln.	21
Documentation.	
Décolonisation et Communauté Atlantique	22
Résolutions de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN	24
Index des « Nouvelles de l'OTAN » - Année 1962	25

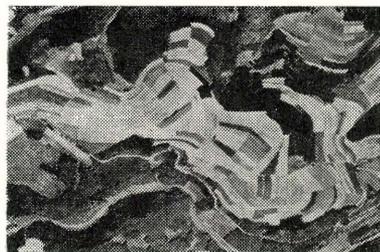


PHOTO DE COUVERTURE

Au sein de la Communauté Atlantique

La campagne bigarrée du Luxembourg, le plus petit des pays de l'OTAN, qui comprit dès 1944 les avantages de se grouper en signant avec la Belgique et les Pays-Bas la convention d'union douanière connue sous le nom de Benelux.

(Photo : Office du Tourisme Luxembourgeois)

Les « Nouvelles de l'OTAN » sont publiées par le Service de l'Information de l'OTAN
Rédactrice en Chef : SHEVAWN LYNAM ; Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et JOHN S. HODDER
Maquettistes : A. MORANGE et R. FOURNIER

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

Les « Nouvelles de l'OTAN » sont publiées sous l'autorité du Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.

DU XV^e au XX^e siècle, la façade atlantique de l'Europe — Norvège exceptée — a été le centre d'un vaste mouvement de conquête du monde extra-européen. Si l'on met à part le cas particulier de la pénétration russe en Asie, phénomène purement continental, seule l'Europe de l'Ouest a possédé outre-mer des Empires durables. En Europe même, dès que l'on s'éloigne de l'Atlantique, l'on constate qu'il n'y a pas eu de colonisation ou que celle-ci a été restreinte ou éphémère. L'Allemagne a eu un Empire colonial de dimensions modestes depuis 1884. En 1916, il était entièrement perdu. L'Italie a commencé à coloniser à peu près à la même date. Elle n'avait plus d'Empire en 1943. Hors d'Europe, les Etats-Unis ont borné leurs conquêtes d'outre-mer à Porto-Rico, aux Iles Hawaï et aux Philippines. Le Japon — si l'on excepte ses brèves conquêtes de la période 1931-45 — n'a réellement annexé que la Corée, Formose et une poussière d'îlots ex-allemands.

En cinq siècles, les Européens de l'Ouest ont réussi à conquérir toute l'Amérique, presque toute l'Afrique, une bonne part du Moyen-Orient, toute l'Asie du Sud-Est à part le Siam, toutes les îles du Pacifique. Ils avaient même des têtes de pont en Chine. Il y a, bien entendu, une chronologie de ces conquêtes, et la décolonisation est un phénomène précoce. Les « treize colonies » ont proclamé leur indépendance en 1776. Haïti s'est révoltée en 1794. Enfin, entre 1867 et 1910, plusieurs « colonies de la couronne » ont conquis le statut de « Dominions », à commencer par le Canada. Il n'en reste pas moins que, de cette frange étroite que constitue l'Europe atlantique, la race blanche a étendu son emprise sur les trois quarts du monde habité.

En 1939, cette domination couvrait encore l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique. Bien plus, elle paraissait solide. Peu d'hommes d'Etat croyaient réellement à la menace



LA DÉCOLONISATION

des groupes nationalistes qui, çà et là, avaient fait leur apparition. On pensait généralement que, par quelques concessions faites avec prudence, ou par la répression, on pourrait indéfiniment « tenir » les Empires. La menace ne paraissait pas provenir des colonies elles-mêmes, mais des Etats du Centre ou de l'Est de l'Europe, Allemagne nazie, Italie fasciste, avides d'« espace vital » et de « redistribution » des territoires, ou encore, par des voies différentes, de l'U.R.S.S. Dès le « premier congrès des peuples

de l'Orient », tenu à Bakou en 1920, les Bolcheviks avaient proclamé leur volonté d'anéantir la colonisation occidentale, et leur intention avouée était d'y substituer le régime communiste.

Or, vingt-trois ans environ après le début de la guerre mondiale, il apparaît clairement que la décolonisation est, avec le conflit Est-Ouest, le phénomène historique dominant de notre époque. La France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, n'ont plus ou sont sur le point de ne plus avoir

d'Empires coloniaux. La promotion à l'indépendance d'une cinquantaine d'Etats nouveaux, naguère dépendants (colonies, protectorats ou mandats), s'est faite avec une prodigieuse rapidité. Une première « vague » a été celle des pays arabes orientaux (1930-1946). Une seconde a été celle de l'Asie du Sud-Est, dès 1945, y compris la plus gigantesque de toutes les colonies de tous les temps, l'Inde. L'Afrique du Nord a suivi, de 1952 (Libye) à 1962 (Algérie). Puis l'Afrique au Sud du Sahara, à commencer par le Ghana en 1957. Ce mouvement sans cesse accéléré s'étend maintenant aux Antilles, bientôt au Pacifique. Une seule des puissances coloniales le Portugal, a, jusqu'à présent, refusé de participer à la décolonisation par octroi de l'indépendance. Le Portugal a choisi l'assimilation et ses colonies sont devenues des « provinces portugaises ». Malgré l'extraordinaire absence de racisme qui a toujours caractérisé les méthodes portugaises de colonisation, le problème se pose de savoir si le Portugal doit et peut « tenir » face à une marée qui paraît, à beaucoup d'observateurs, irrésistible.

Un phénomène historique

L'exemple du Portugal, et les débats parfois dramatiques, qui se sont déroulés dans d'autres pays, nous invitent à esquisser une étude « géopolitique » de la décolonisation. Cette étude comporte d'abord une analyse de la nature du phénomène, de son unité et de sa diversité. Elle implique ensuite un examen des conséquences de la décolonisation et, en particulier, des nouvelles formes que ce phénomène historique est en train de donner aux relations internationales.

Les adversaires de la décolonisation attribuent volontiers ses succès à de perfides complots. Complots de minorités indigènes avides des fastes du pouvoir, complots des communistes qui veulent substituer leur domination de fer à une structure bienveillante et paternelle, complots des « autres » et notamment des Américains, qui voudraient supplanter les colonisateurs sur le plan économique.

Cette interprétation est insoutenable. S'il y a eu des complots, ceux-ci n'ont été qu'un épiphénomène d'une réalité profonde, d'un mouvement fondamental de la psychologie collective. L'un des progrès essentiels de l'humanité depuis trois siècles a été la découverte que la dignité de l'homme n'est pas seulement une réalité intérieure à la conscience, mais aussi un droit politique. L'esclave, le serf, le sujet pouvaient être plus dignes que le maître, le seigneur ou le souverain. Mais cela ne suffisait pas, et l'on a adopté avec une croissante ferveur l'idée qu'un homme ne doit plus être esclave, serf ou sujet, mais citoyen libre. C'est dans cette même Europe d'où partait le mouvement colonial que de telles idées sont nées, en Grande-Bretagne, dans la France de 1789, dans les pays ensuite qui voulaient secouer le joug de Napoléon. Ce mouvement, purement intellectuel, a pris la forme d'un combat dans les colonies

anglaises d'Amérique. Dès son origine, le mouvement d'émancipation de la personne humaine a donc eu des relations étroites avec la décolonisation.

Les Européens, qui ne voulaient plus être sujets, ont néanmoins eu bonne conscience en gardant leurs colonies ou en conquérant de nouvelles. L'homme mûr ne doit plus être un sujet. Mais l'enfant reste sous tutelle. On a cru sincèrement à la « mission civilisatrice », au « fardeau de l'homme blanc », à l'idée du « grand frère ». Le paternalisme de la colonisation s'est trouvé concrètement justifié, car, après tout, elle a fait cesser les luttes tribales ; elle a fini par éliminer ou atténuer l'esclavage ; elle a lutté contre la famine ; elle a créé des infrastructures matérielles, sociales, éducatives.

Mais de ce fait même, elle a suscité dialectiquement une réaction contre elle-même. On peut en schématiser ainsi le processus. D'une part, les élites « indigènes », accédant à la culture occidentale, ont appris à Paris, à Oxford, à Amsterdam, que la dignité humaine implique l'élimination de la dépendance. D'autre part, le paternalisme de la colonisation impliquait l'usage de la contrainte, et celle-ci a donné lieu à des abus parfois lamentables qui ont suscité la volonté de lutte. Enfin, par le fait même qu'elle était réformatrice, la colonisation a ébranlé les structures sociales traditionnelles. Elle a créé des élites modernes à côté des élites traditionnelles, une prolétarianisation industrielle à côté de la pauvreté endémique des petits paysans. Elle a été, par sa seule existence, un moteur de révolte.

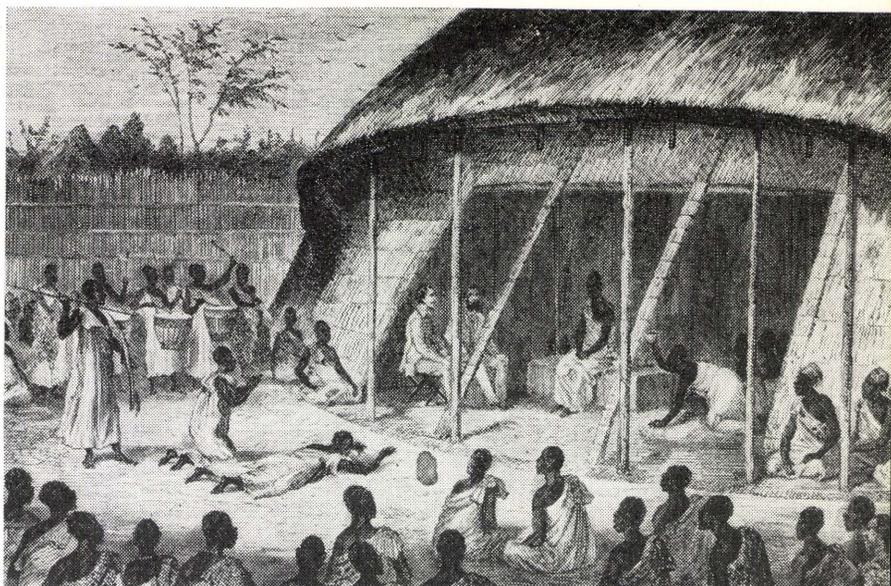
Il fallait sans doute un long mûrissement pour que les forces d'émancipation devinssent puissantes. Il fallait aussi des agents extérieurs. Les deux guerres mondiales ont joué ce rôle. Elles ont démontré la faiblesse de certains Etats européens. Les déchirements entre blancs ont convaincu les peuples de couleur que le moment était venu de sortir d'un système qui faisait faillite. Le Japon, vainqueur des Russes en 1905, joua systématiquement le rôle d'émancipateur lorsqu'il accorda l'indépendance — ou du moins les apparences de celle-ci sous forme de gouvernements satellites constitués après l'occupation — en 1943 à la Birmanie et aux Philippines, en 1945 au Vietnam et à l'Indonésie. Enfin, les deux grandes puissances agirent discrètement en faveur de la décolonisation. Roosevelt et Staline en parlèrent à Yalta en l'absence de Churchill. Des encouragements furent accordés aux nationalistes indiens, vietnamiens, marocains, syriens, et les Etats-Unis donnèrent l'exemple en émancipant les Philippines. Phénomène profond de psychologie collective, accélérée par des forces politiques, la décolonisation présente donc une unité profonde. Mais, dans ses manifestations, elle implique une extrême diversité.

Deux formes d'émancipation

Le choix fondamental eût pu se décider entre deux formes d'émancipation. L'une qu'on pour-

Les explorateurs ont précédé les colonisateurs. Christophe Colomb découvrit le nouveau monde en 1492, alors qu'il cherchait le Japon et les Indes.

(Photo : National Archives, USA)



Les premiers Européens à pénétrer dans le Bouganda, les Capitaines John Hanning Speke et James Augustus Grant, sont reçus en audience par le Chef du pays, Mutesa I.

(Photo : C.O.I.)

rait appeler « pluri-individuelle ». Elle aurait consisté à donner à chaque sujet de la colonie le statut de citoyen « à part entière » de la métropole, et en conséquence à incorporer la colonie dans la métropole. C'est l'assimilation. On eût pu envisager cette formule entre les deux guerres mondiales pour de nombreux cas. Le mouvement « Jeune Algérie », qui groupait l'élite musulmane dans les années 20, avait fait de l'assimilation totale sa revendication essentielle. Toutefois les difficultés étaient immenses. Non seulement les colons luttèrent efficacement pour ne pas perdre leur position privilégiée, mais encore une telle formule eût impliqué que le nombre de députés élus par les colonies assimilées fût proportionnel à leur population, selon le même taux que dans la métropole. Ou bien la métropole eût été gouvernée par une majorité hétérogène à elle-même, ou bien les députés des ex-colonies eussent joué le rôle d'arbitres. Les métropolitains étaient peu disposés à une telle évolution. Au surplus, dans le cas de l'assimilation, il eût fallu un immense effort financier de la métropole pour que les nouveaux citoyens pussent accéder au niveau de vie plus élevé des métropolitains. L'expérience de l'assimilation n'a en fait été tentée que par le Portugal, et, pour ses petits « départements d'outre-mer », par la France.

Pas de formes intermédiaires

L'autre forme est l'émancipation « collective ». Au lieu de donner l'égalité à chaque individu, on accorde l'indépendance à tous les individus ensemble qui, ainsi, en tant que collectivité devenue Etat, obtiennent l'égalité sur la scène internationale. Il est remarquable que toutes les formes intermé-

diaires entre assimilation et indépendance se sont révélées rapidement insuffisantes. La « Communauté française » de 1958 réservait certains pouvoirs (affaires étrangères, défense, etc.) à un organisme fédéral dominé par les métropolitains. Les nouveaux Etats ont réclamé et obtenu au bout d'un an la pleine indépendance, y compris la gestion de leurs affaires étrangères et de leur défense.

Indépendance « arrachée » ou « consentie »

La décolonisation a donc pris presque partout la forme de l'octroi de l'indépendance. Mais là encore la diversité est extrême. Les métropoles n'ont sans doute accordé l'indépendance que lorsqu'elles refusaient de faire les sacrifices financiers, militaires qu'eût supposé le maintien de la domination. Dans certains cas, les métropoles ont offert spontanément l'indépendance, qu'elles jugeaient inéluctable, pour prévenir toute lutte. Dans d'autres cas, l'indépendance a été arrachée par la colonie au prix d'une guerre. Quoique celle-ci prit la forme d'une guérilla et que théoriquement la puissance coloniale ne pût y être vaincue, les « rebelles » étaient en mesure de tenir assez longtemps pour que la métropole se lassât ou pour que des appuis extérieurs efficaces pussent entrer en jeu. Certains nationalistes indigènes en sont venus à préconiser l'indépendance « arrachée » plutôt que l'indépendance « consentie », parce qu'ils y voient le meilleur moyen d'éviter le maintien d'un « néo-colonialisme » sournois. En fait, aussi bien dans le cas où elle est consentie que dans le cas où elle est arrachée, l'indépendance résulte d'accords écrits, et ces accords maintiennent en général, et fort sagement, quelques liens privilégiés,

généralement économiques et culturels, entre l'ex-métropole et le nouvel Etat.

Le problème des colons

Un autre facteur de diversité est évidemment le pourcentage des colons originaires de la métropole ou assimilés. Si ce pourcentage est faible, si les métropolitains présents sont surtout des cadres administratifs et militaires, et quelques hommes d'affaires, la métropole peut aisément les réabsorber. Ce fut par exemple le cas pour l'Inde. Mais s'ils sont nombreux, implantés depuis des générations, s'ils possèdent une partie du sol et le cultivent eux-mêmes, alors le problème devient tragique. Ils se sentent chez eux. Habités à dominer les indigènes, ils ont tendance à ne pas comprendre l'inéluctable évolution. Ils pressent la métropole de combattre les nationalistes. Ils avancent l'argument, exact en partie, que nombre des indigènes préfèrent la souveraineté métropolitaine à l'indépendance. Et si la métropole, lasse de combattre, accepte d'accorder l'indépendance, ils s'estiment trahis, essaient au besoin de renverser le gouvernement métropolitain, entrent en rébellion contre lui. L'Algérie, où 12 % des habitants étaient Européens d'origine, a tragiquement illustré la violence de ces réactions. Même si l'immense majorité de la population métropolitaine a admis que l'indépendance était nécessaire, il subsiste, chez certains groupes, le sentiment que l'on a abandonné des concitoyens. C'est la décolonisation difficile, amère, génératrice de tension. Les Britanniques devront peut-être affronter un cas douloureux de ce type dans celles de leurs ex-colonies où les colons sont nombreux, telles les Rhodésies.

L'argument économique

Au total, on peut dire que les opinions publiques des anciennes puissances impériales sont, dans leur majorité, converties à l'idée que l'émancipation des colonies est une nécessité historique. Aux arguments moraux s'ajoute l'argument économique selon lequel les colonies, même si elles ont été des sources de richesse — ce qui n'a pas été universellement le cas — ne « paient » plus. A partir du moment où il faut y entretenir des armées

Il existe encore des conditions de vie primitives, mais la colonisation ne pouvait pas opérer des miracles...

(Photo : C.O.I.)

nombreuses, ou même simplement accroître l'aide financière, les pays d'outre-mer deviennent une charge. On a mieux à faire de son argent en métropole même. L'argument selon lequel la perte de l'Empire c'est la ruine, s'est effondré de lui-même lorsqu'on a vu que l'éclatante prospérité de l'Europe a survécu à la décolonisation.

Les nouveaux Etats

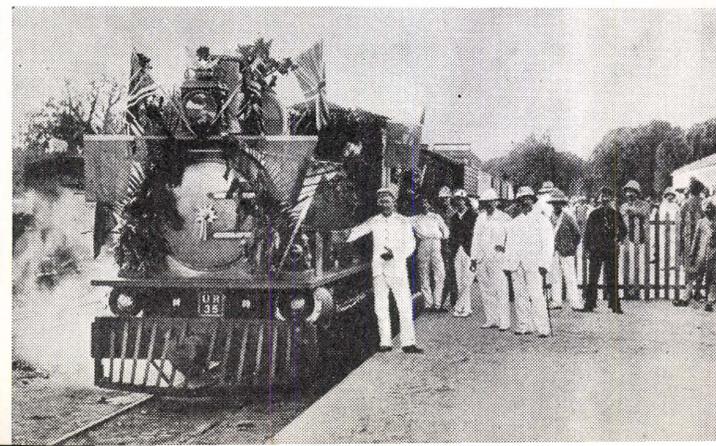
Une cinquantaine de nouveaux Etats sont donc venus s'ajouter à la liste des unités politiques. C'est, à une échelle mondiale le phénomène qu'on avait pu observer après 1820 en Amérique latine. Inversement l'aire de souveraineté des Européens s'est rétrécie à l'étroite échelle d'une Europe dense et peuplée. Aux grandes taches roses, violettes ou vertes de la carte du monde se substitue désormais un manteau d'Arlequin. Et chacune des unités nouvelles possède en principe son Etat, si embryonnaire soit-il, sa propre politique étrangère, son siège aux Nations Unies d'où elle peut se mêler quotidiennement des affaires mondiales, y compris celles des « puissances » traditionnelles. Quoiqu'elles s'insèrent dans les cadres de la vieille diplomatie, inventée par les Européens, les nouvelles unités s'y sentent mal à l'aise et aspirent à les faire craquer. En même temps naissent entre elles des occasions de conflits que la « pax romana » du colonisateur avait étouffées. Le nouveau monde, issu de la décolonisation, est donc plus bigarré, plus agité, plus dynamique que celui auquel il succède.

Deux phénomènes

Si, par delà l'immense complexité des problèmes locaux, on essaie d'avoir une vue d'ensemble, on est immédiatement frappé par l'importance primordiale de deux phénomènes différents et cependant liés. L'un est qu'entre Etats anciens et Etats nouveaux, sous une apparence extérieure d'égalité, il existe une tragique inégalité de développement. On en vient à se demander s'il est légitime d'employer le même mot « Etat » pour désigner des communautés humaines si profondément différentes. L'autre est que ces unités politiques nouvelles ont acquis, avec l'indépendance, la capacité de choisir. Or, le choix essentiel, c'est par rap-

...Pourtant, l'arrivée de ce premier train en Afrique orientale ressemblait à un événement miraculeux.

(Photo : East African Railways)



port au conflit Est-Ouest qu'elles doivent l'opérer, même si elles veulent s'en tenir à l'écart. Elles ont donc un rôle considérable à jouer dans l'évolution future du monde, et cela doit inciter les « puissances » à étudier par quels moyens elles peuvent infléchir ce rôle.

L'inégalité de développement, qui implique que les deux tiers de l'humanité vivent au bord de la famine, est en soi une source de conflit potentiel. Avec un revenu annuel moyen par tête inférieur — parfois très inférieur — à \$ 300, ces pays continuent à se développer moins vite que les « puissances ». « Au cours de la décennie écoulée, dit un rapport de l'O.C.D.E., le revenu par habitant des pays sous-développés s'est accru en moyenne de 2 ou 3 % par an, ce qui a représenté, par tête, une augmentation annuelle de moins de 7 dollars, alors que dans les pays de l'O.C.D.E., l'augmentation annuelle de revenu a été voisine en moyenne de 25 dollars. » Or tout permet de croire qu'au cours de la prochaine décennie cet écart va s'accroître.

« La diplomatie des programmes »

Ce n'est pas le lieu d'analyser les techniques par lesquelles on s'efforce de remédier à cette situation. Aide économique, assistance technique, régulation des marchés de matières premières, etc. Le fait qui doit nous préoccuper ici est le suivant : les pays sous-développés étant hors d'état de se développer eux-mêmes de façon adéquate, une situation d'inégalité subsiste, que la décolonisation n'a pas effacée. En effet, parallèlement à la diplomatie traditionnelle, où les Etats traitent en principe d'égal à égal, vient se superposer une deuxième diplomatie, celle des « programmes d'aide », où l'un des deux partenaires donne et où l'autre reçoit, et cela sans réciprocité. La tentation apparaît donc chez le donneur de poser à son aide économique des conditions politiques, c'est-à-dire d'utiliser la « diplomatie des programmes » pour infléchir la diplomatie tout court. C'est, pourrait-on dire, la tentation du « néo-colonialisme ». Mais, le monde étant divisé en blocs, et les pays sous-développés étant essentiellement instables — c'est l'une des caractéristiques de l'Etat inachevé — l'excès de pression exercée par le donneur sur le récipiendaire peut amener celui-ci, par dépit, à changer brusquement son orientation,

à « basculer » de l'Ouest vers l'Est (ou de l'Est vers l'Ouest, comme l'a montré le cas de la Guinée). On en vient à cette conclusion que la tentation du néo-colonialisme doit être combattue à tout prix, et que la seule solution pour l'éviter serait la collectivisation de l'aide, et un effort systématique pour amener les récipiendaires à se grouper.

Crainte de néo-colonialisme

Autrement dit, une aide distribuée par l'O.C.D.E. ou par la Communauté économique européenne est moins suspecte de néo-colonialisme qu'une aide accordée par les Etats-Unis ou par la France isolément. De même, une aide accordée à une collectivité telle que les Nations du Plan de Colombo ou l'Union africaine et Malgache, implique une meilleure chance d'égalité qu'une aide accordée à la Thaïlande ou à la Côte d'Ivoire prises isolément. Le principe du Plan Marshall, à l'époque où l'Europe avait besoin d'aide, était précisément de l'accorder au « concert » des pays européens (qui prit la forme de l'O.E.C.E.) et non à chacun d'eux pris séparément.

Certes, il ne faut pas s'exagérer les chances des regroupements. Ligue arabe, République arabe unie, Fédération du Mali, ont été des désillusions ou même des échecs. Devenus indépendants dans des frontières artificielles héritées de la colonisation, les nouveaux Etats s'y installent, et des nationalismes particuliers y naissent. Cependant tout doit être fait dans la « diplomatie des programmes » pour substituer chez les donateurs comme chez les récipiendaires, aux cellules isolées un tissu organique.

Le choix du « tiers monde »

Plongés dans un monde dont le conflit Est-Ouest constitue l'essence, les nouveaux pays — et c'est leur force — disposent de la liberté du choix. Le souci des Occidentaux doit donc être de guider ce choix dans le sens qui leur est favorable. Laissons de côté les efforts de « contre-propagande » qui peuvent consister à attirer l'attention sur le « colonialisme soviétique ». La simple observation nous montre que chacun des deux camps possède,

L'architecture coloniale (comme celle de la maison de Jefferson) était un héritage venant des colonisateurs...

(Photo : U.S.D.A. par Ackerman)



...ainsi que le sont les villes (comme celle-ci) dont jouissent maintenant 700 millions d'indigènes décolonisés.

(Photo : Tanganyika Public Relations)



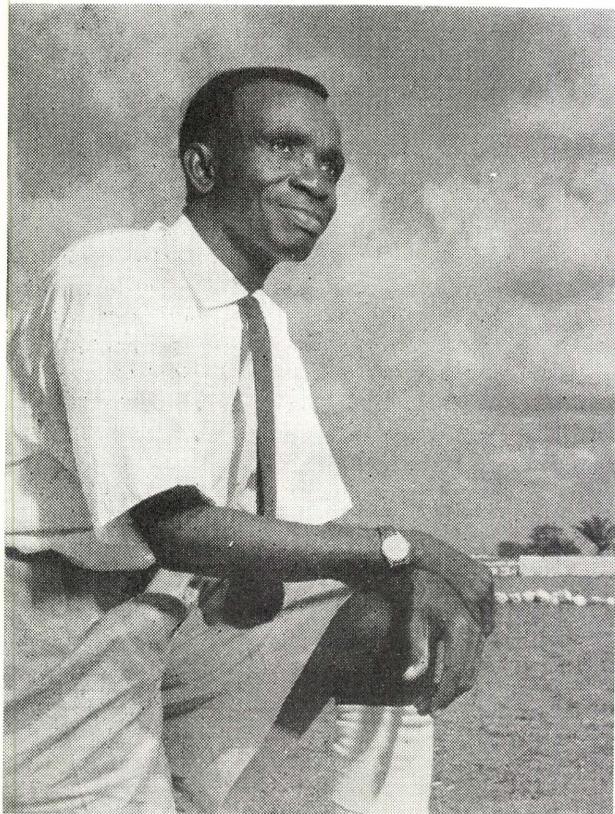
vis-à-vis du « tiers monde », un avantage stratégique.

Des « modèles » mythiques

Du côté soviétique, et surtout chinois, l'avantage est que l'U.R.S.S. et la Chine peuvent offrir des « modèles » de développement. Des régimes aptes à diriger toutes les activités économiques, et possédant une autorité dictatoriale, sont à même de prélever sur les maigres ressources nationales les sommes nécessaires à l'investissement. A cela s'ajoute, plus symboliquement, la suppression des revenus parasites de certains éléments corrompus des classes riches. Bien entendu, ces « modèles » sont plus mythiques que réels. Mais du fait qu'ils sont des mythes, ils exercent une forte puissance attractive sur la jeunesse passionnée, misérable et révolutionnaire qui est la force vive des pays neufs. A ces modèles, les Occidentaux ne peuvent substituer leurs propres systèmes capitalistes ou semi-capitalistes. Une nouvelle fois, seul un vaste plan concerté entre Occidentaux pour le développement du « tiers-monde », pourrait contrebalancer les « modèles » soviétique et chinois. Un tel plan n'existe pas encore.

De nouveau, l'Afrique est gouvernée par des Africains, mais avec l'aide de ses anciens dirigeants.

(Photo : C.O.I.)



Mais les Occidentaux bénéficient, même s'ils y ont vu parfois un danger, de la passion avec laquelle les nouveaux Etats cherchent à suivre les voies du « non-engagement ». Tactiquement, les communistes cherchent parfois à favoriser le neutralisme. Stratégiquement, le neutralisme est la négation même de leur ambition, qui est de faire « basculer » les nouveaux pays dans le « camp socialiste ». Or, la seule idéologie commune de l'Occident est la liberté. La liberté implique à la fois le pluralisme idéologique et la volonté de défendre le « monde libre ». Un pays neutraliste est un élément du monde libre. Il cesse de l'être s'il quitte sa neutralité et entre dans le camp socialiste. Puisque le neutralisme exerce une si forte et si compréhensible attraction sur les Etats nouveaux, qui sont faibles et avides de ne pas être mêlés au conflit des puissants, pourquoi les Occidentaux n'adopteraient-ils pas une stratégie politique d'encouragement systématique au neutralisme ?

Une belle entreprise

La décolonisation est presque achevée. Elle est venue vite, trop vite pour certains pays mal préparés. Mais trop vite en termes abstraits. Car on ne peut empêcher un mouvement fondé sur la noble cause de l'émancipation, et il est parfois dangereux de le freiner, même au nom des intérêts bien compris des populations naguère soumises. L'historien d'aujourd'hui pose des problèmes et suggère des solutions. L'historien de l'avenir considérera sans doute que la décolonisation a été non seulement la conquête de leurs droits par des peuples épris d'indépendance, mais aussi une vaste et belle entreprise de l'Occident. Il le fera du moins si les Occidentaux se rangent avec élan et générosité aux côtés des Etats nouveaux et s'ils substituent aux relations de domination, des relations fondées sur l'égalité essentielle des hommes.

J.-B. DUROSELLE,
Paris.

Le Professeur J.-B. Duroselle est Directeur du Centre d'Etude des Relations Internationales, à Paris, depuis 1958. Il y a organisé récemment un colloque sur la décolonisation qui fera l'objet d'un livre à paraître prochainement. Il est aussi professeur à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, à Paris. Parmi ses nombreux ouvrages figure une « Histoire diplomatique de 1919 à nos jours », publiée chez Dalloz, Paris.

L'article ci-dessus est le troisième de la série intitulée : « La Révolution silencieuse ». Le premier article (« Invitation à la prospérité — Le plan Marshall et ses suites », par Joseph Marion Jones), a paru en octobre et le second (« Guerre à l'insécurité — L'Etat-Providence », par Asa Briggs), en novembre.

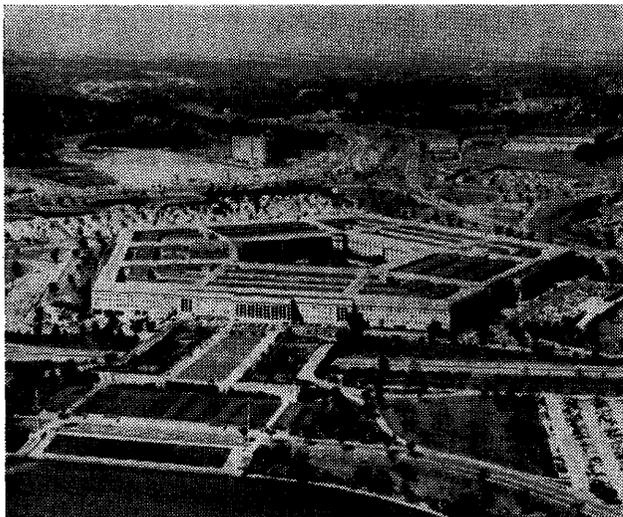


(Photo : UNATIONS)

LORSQU'UNE vingtaine de journalistes de tous les pays de l'OTAN concentrent leur curiosité sur les Etats-Unis pendant un mois et reçoivent du gouvernement américain toutes les facilités nécessaires pour accomplir leur tâche d'informateur impartial, on s'imagine qu'ils ont eu le temps de se faire une idée concrète de notre puissant allié d'outre-Atlantique. Il est vrai que, grâce à l'avion, nous pouvons facilement couvrir en trente jours plus de 16.000 km, sans compter la traversée de l'océan, et réaliser un programme qui nous conduit de Washington à San Diego sur le Pacifique, puis de Seattle au Nord-Ouest jusqu'à Buffalo sur l'autre côté du continent et enfin de Miami situé à la pointe sud de la Floride jusqu'aux célèbres gratte-ciel de New York. Mais il est impossible, en un si court laps de temps, d'obtenir une image compréhensive des Etats-Unis, ce vaste pays aux multiples visages raciaux, politiques, religieux et géographiques. C'est comme si le gouvernement français demandait à un étranger d'avoir une connaissance approfondie de la France après un circuit de quatre jours allant de Lille à Nantes, Bordeaux, Marseille et Paris. Cette proportion correspondrait exactement à l'itinéraire américain, mais

ce dernier demandait un pouvoir d'assimilation beaucoup plus grand puisque la distance parcourue était sept fois plus longue.

Un tel voyage ne peut donc être qu'une simple introduction. Néanmoins, il doit permettre de découvrir l'atmosphère actuelle du pays, de se faire une opinion sur certains aspects de la vie américaine et d'obtenir ces impressions premières qui sont souvent les plus justes. Le visiteur des Etats-Unis d'aujourd'hui ne peut pas manquer d'être frappé par le fait que tout Américain est conscient de ses responsabilités dans la défense du monde occidental. Il n'est pas nécessaire de se spécialiser dans les questions militaires pour s'en rendre compte. La preuve en est que l'opinion publique est toujours prête à soutenir une demande d'augmentation du budget de la défense, qui représente déjà 9 % du produit national brut. Il est indéniable que cet état d'esprit vient en partie du fait que le peuple américain, pour la première fois dans son histoire, se trouve directement menacé par les fusées soviétiques et par l'infiltration communiste en Amérique latine, surtout à Cuba. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître que les Etats-Unis ont dès le début pris conscience de leur rôle primordial au sein de



Vu d'avion, le Pentagone, quartier général du Ministère de la Défense des Etats-Unis, ressemble à une énorme toile d'araignée.

(Photo : US Air Force)

l'Alliance Atlantique. C'est une des raisons pour lesquelles le contribuable américain accepte volontiers que les 2/3 du budget fédéral et 1/3 du budget total de tous les Etats soient consacrés à la défense. Cela ne veut pas dire que le gouvernement ait l'intention d'appliquer la Loi de Parkinson dans ce domaine et un haut fonctionnaire du Pentagone a répondu à cette question, posée par un journaliste britannique, en faisant remarquer avec humour que Parkinson n'était pas Américain !

Efficacité du Pentagone

Le centre nerveux de toutes les forces armées américaines se trouve au Pentagone, qui est une ville en soi à l'intérieur de Washington. Construit pendant la Deuxième Guerre Mondiale, dans le temps record de seize mois, il constitue avec ses 27.000 employés le plus grand immeuble de bureaux du monde. Selon la formule américaine, nous pourrions citer à son sujet une série de statistiques frappantes, depuis les 24.000 appareils de téléphone jusqu'aux 4.200 pendules qui règlent le rythme du travail. Une petite brochure sur le Pentagone signale que le Capitole de Washington tiendrait facilement dans chacune de ses cinq sections en forme de coin. Il n'est donc pas surprenant que ce bâtiment ait d'abord été traité de monstre. Mais plus personne ne nierait aujourd'hui qu'il s'est révélé de la meilleure efficacité, du point de vue pratique aussi bien que militaire. Malgré ses 28 km de couloirs, les plus longs trajets pour aller d'un bureau à un autre ne dépassent jamais six minutes. Une certaine propagande voudrait que le Pentagone soit une ruche de fauteurs de guerre où des complots sont ourdis et où des sommes astronomiques sont mises à la disposition d'une bande d'anti-communistes fanatiques.

Il faut croire que ces derniers cachent bien leur jeu lorsqu'on les voit face à face, car ils vous donnent une nette impression d'équilibre cérébral et d'honnêteté morale.

Les Etats-Unis savent que les millions de dollars dépensés pour leur défense et pour celle du monde libre ne serviraient pas à grand chose si les hommes n'étaient pas prêts, physiquement et moralement, à se battre pour une juste cause. Les forces armées américaines atteignent, normalement, le chiffre de deux millions et demi d'âmes, que nous serions tentés de qualifier d'âmes en uniforme. Le Congrès semble avoir définitivement compris la leçon que lui fit George Washington lorsqu'il réagit à une résolution demandant que l'armée fédérale soit limitée à trois mille hommes en déposant un amendement qui interdisait à tout ennemi d'attaquer avec plus de deux mille soldats ! Que ce soit dans l'armée, dans la marine ou dans l'aviation, partout nous avons trouvé des troupes merveilleusement entraînées et en état d'alerte permanent. Dans le désert du Nevada ce fut l'impressionnante démonstration du Commandement Aérien Tactique, tandis qu'à San Diégo les hommes-grenouilles prouvèrent leur grande capacité d'endurance. A Omaha, dans le Nébraska, le Commandement Aérien Stratégique ne se contente pas d'avoir un P.C. souterrain, mais en a un autre installé dans un avion en vol avec un général à bord. La réunion annuelle de l'Association du Matériel, qui eut lieu sur le célèbre champ de tir d'Aberdeen, dans le Maryland, nous fit découvrir les armes les plus modernes de l'armée américaine et nous permit d'admirer la précision des parachutistes de l'équipe militaire des Etats-Unis, vainqueur des Russes aux récentes compétitions internationales. Quant au « US Strike Command », constitué il y a un an seulement à Tampa en Flo-

Le porte-avion « Constellation » en manœuvres dans le Pacifique.

(Photo : US Navy)

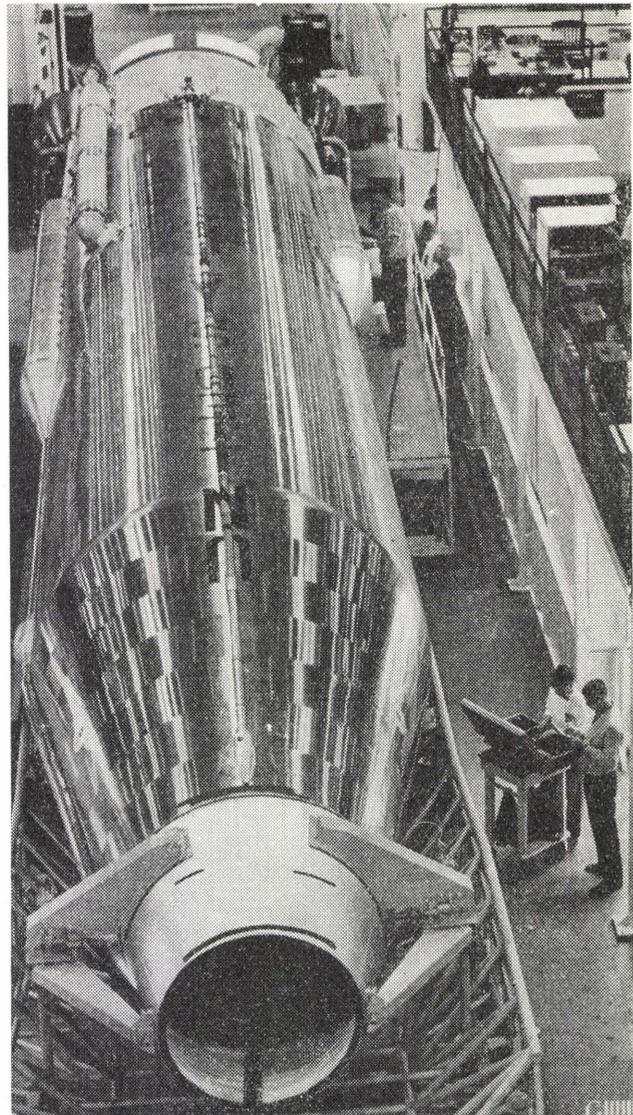


ride, il maintient en état de combat une force mobile prête à intervenir sans délai dans n'importe quelle partie du monde. Enfin, à Norfolk en Virginie, la Flotte Atlantique des Etats-Unis dispose de tous les moyens pour défendre les voies maritimes alliées et travaille en étroite collaboration avec l'état-major intégré du SACLANT.

Voilà donc l'un des aspects qui frappe le visiteur étranger, à savoir l'importance attachée aux questions de défense par l'opinion publique américaine et le degré d'alerte maintenu par les forces armées. Mais il y a un autre problème qui soulève encore plus d'enthousiasme chez l'homme de la rue : c'est celui de la lutte pour conquérir l'espace. Les jeunes astronautes choisis par le National Aeronautics and Space Administration (NASA) pour accomplir son programme, dont le but est d'atteindre la lune, sont devenus les héros du jour. Ils sont maintenant au nombre de seize et le dernier groupe de neuf a été sélectionné parmi 253 candidats. Ils doivent répondre à toutes les exigences de la popularité, du point de vue physique aussi bien qu'intellectuel. Quand ils auront terminé leur dur apprentissage, on pourra dire qu'aucun homme n'a acquis autant de science qu'eux en si peu de temps. Il est vrai que, dans le domaine de l'espace, les Américains ont beaucoup de retard sur les Russes, puisque le Commandant Nikolayev a fait 64 révolutions terrestres en août de cette année contre les six orbites de Walter Schirra le 3 octobre dernier. Mais les Américains sont fiers de pouvoir proclamer qu'ils ont pris toutes les précautions nécessaires pour ne pas risquer de perdre une seule vie humaine et qu'ils y ont réussi jusqu'à présent. Ils comptent néanmoins pouvoir, vers 1967, expédier l'un de leurs astronautes dans la lune à bord d'une fusée Apollon. En ce qui concerne l'utilisation militaire par les Russes de leurs succès dans l'espace, les spécialistes américains n'ont pas l'air d'y croire mais suivent la question de près.

Usine de fusées Atlas

Plusieurs sociétés géantes se font concurrence afin d'obtenir du gouvernement ou de l'armée les précieux contrats pour la fabrication de fusées. L'une de ces sociétés est la General Dynamics Corporation, dont la Section Astronautique a été chargée de la production et du développement des fusées Atlas. Pour entreprendre cette tâche gigantesque, 32,5 millions de dollars ont été investis dans la construction d'une usine à San Diego qui emploie 21.000 personnes et dont le directeur technique, Karel J. « Charlie » Bossart, est d'origine belge. On y trouve aussi l'un des ingénieurs allemands du V-2, Krafft Ehrlicke, qui est devenu spécialiste des vols dans l'espace aux Etats-Unis. Une visite de l'usine vous fait découvrir avec émerveillement les laboratoires, les salles remplies de machines IBM, la cabine spatiale d'essai, les hangars pour le montage



Comme un navire en radoub, le corps, long et léger, de la fusée Atlas en acier inoxydable attend de recevoir son équipement électronique.



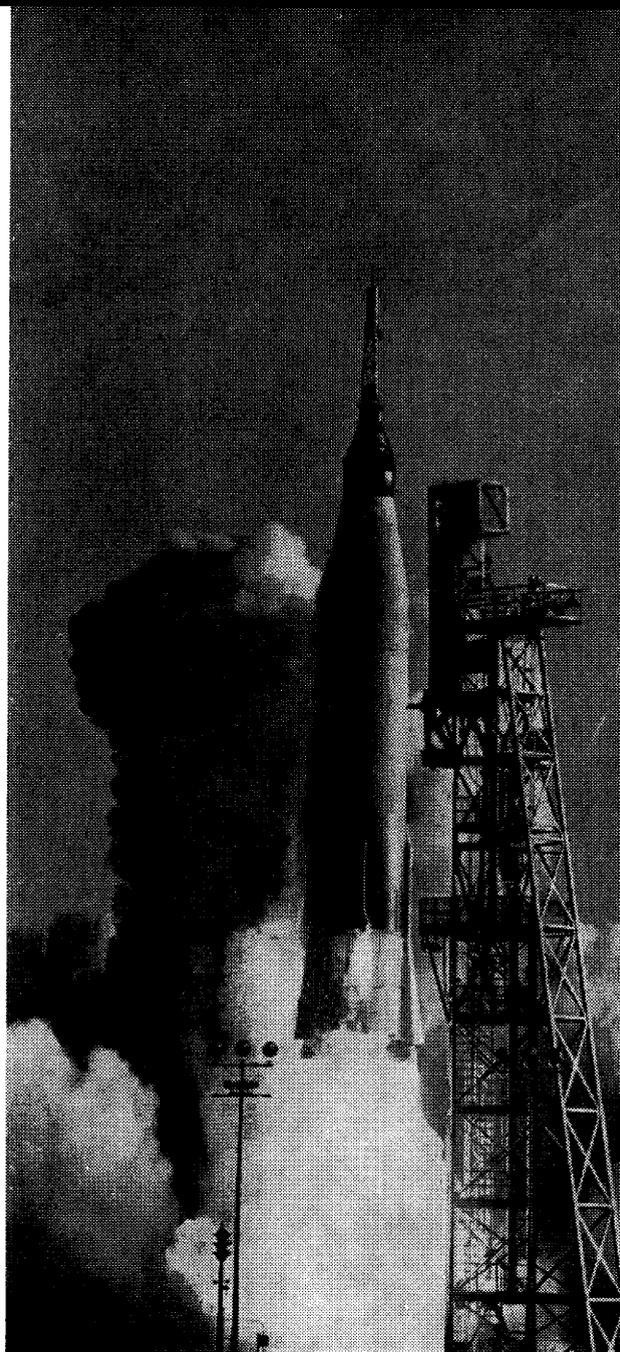
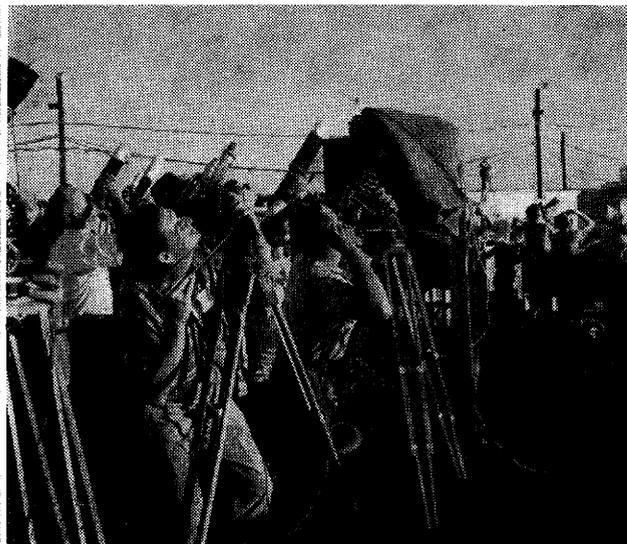
Ce sont des femmes qui accomplissent le travail le plus délicat pour l'assemblage des pièces d'électronique destinées aux fusées Atlas.

(Photos : General Dynamics)

des fusées Atlas et les ateliers d'électronique où le travail le plus délicat est accompli par des femmes. Chacune des innombrables pièces est vérifiée plusieurs fois, car il suffirait d'un seul défaut pour faire échouer toute l'expérience. D'ailleurs, ces milliers d'ouvriers ont le sentiment de participer activement à une grande œuvre nationale. On les encourage à faire des suggestions par écrit pour améliorer le rendement et chaque bonne idée est récompensée par une prime substantielle. Certaines de ces idées ont permis à la société d'économiser des millions de dollars. Lorsque les deux astronautes, John Glenn et Scott Carpenter, sont venus à San Diego après leur vol spatial pour remercier tous les ouvriers de l'usine, ils ont reçu un accueil triomphal. On voulait les toucher, les féliciter et partager leur fierté.

Pour couronner l'image que l'on obtient des Etats-Unis au siècle des explorations spatiales, il faut avoir été au Cap Canaveral lors du lancement d'une fusée. Plusieurs centaines de journalistes s'y trouvaient au petit matin du 3 octobre dernier. L'enceinte de la presse est située à un kilomètre seulement du point de départ de la fusée Atlas de 125 tonnes surmontée par la petite cabine « Sigma 7 » dans laquelle Walter Schirra doit accomplir son vol orbital. On se croirait sur un plateau de studio cinématographique où l'on tourne un film. Il y règne la même atmosphère d'excitation. Reporters, commentateurs, photographes et cameramen sont aux aguets. Les uns se précipitent sur leurs téléphones pour dire au monde ce qui se passe à cette heure historique, tandis que les autres braquent leurs appareils vers le ciel pour capter quelques images fugitives. Le spectacle du soleil se levant à l'horizon derrière la fusée scintillante qui se

Les photographes de la presse se mettent dans des positions bizarres pour scruter le ciel et capter des images originales de ce moment historique...



...A 7 h 15, la fusée Atlas fait un départ bruyant et Walter Schirra entreprend son passionnant voyage dans l'espace.

(Photo : NASA)

détache au loin dans cette vaste plaine peut être qualifié de grandiose. Sur des écrans de télévision, on voit le jeune astronaute de 39 ans, père de deux enfants, monter dans sa capsule Mercure avec le sourire aux lèvres. Un haut-parleur diffuse des informations sans cesse et on commence déjà à distribuer des communiqués de presse. Le décompte des minutes à rebours contribue à accentuer la sensation d'assister à un événement exceptionnel. Le moment du départ, fixé à 7 h 15, approche inexorablement. Tout d'un coup le silence se fait. L'heure est grave. L'on n'entend plus que la voix solitaire du chronomètreur. « 6... 5... 4... 3... 2... 1... 0 », Le voilà parti ! Accompagnée d'un puissant sifflement

et dans un nuage de fumée autour d'une flamme orangée, la fusée monte lentement, puis prend de la vitesse et disparaît dans le ciel bleu de Floride.

La voix de l'espace

Il ne s'agissait que de quelques minutes d'observations, mais cela en valait bien la peine. Walter Schirra commençait aussitôt à envoyer des messages à la terre et la tour de contrôle du Cap Canaveral nous transmettait cette voix lointaine. Tout se déroulait comme prévu. Déjà, les spectateurs privilégiés de la presse se dispersaient comme si la suite de l'expérience ne posait plus aucun problème. Un car nous fit visiter la base, qui s'étend sur plus de 40 km² et occupe 10.000 personnes. Nous nous sommes arrêtés devant le terrain de lancement d'où Schirra était parti à peine une heure auparavant. Plus personne n'était là et rien n'indiquait que cet endroit venait de jouer un rôle aussi important. Seule une grande pancarte rappelait l'exploit de John Glenn, premier cosmonaute du monde libre à être placé sur orbite. Cela montre jusqu'à quel point les Américains sont bien organisés. Ils n'ont rien à cacher et ils savent qu'aucun effort n'a été négligé pour réussir. Encore une fois, leur persévérance consciencieuse a été récompensée, puisque Walter Schirra a amerri sain et sauf dans le Pacifique, à 9 km du porte-avions qui devait le récupérer. La télévision américaine interrompt la transmission d'un important match de base-ball pour annoncer cette grande nouvelle. Ce fut en vérité un instant poignant, surtout pour ceux qui avaient vu le départ de leurs propres yeux moins de neuf heures plus tôt.

Les visites de bases militaires et les réunions officielles organisées par le gouvernement ne dépeignent qu'un aspect du pays. Pour savoir ce que pensent les citoyens dans leur for intérieur, il faut les voir chez eux et converser librement. Cette occasion nous a été offerte à plusieurs reprises. La plupart des villes américaines ont ce qu'on appelle des « Home Hospitality Associations », dont les membres invitent les étrangers à passer la soirée dans une atmosphère familiale. Grâce à cette agréable formule si peu répandue en Europe, nous avons pu apprendre et assimiler des tas de choses qui nous auraient sans cela échappé. Une autre méthode typiquement américaine pour aider les visiteurs à se familiariser avec « l'Oncle Sam » est celle des séminaires, au cours desquels divers spécialistes viennent répondre à des questions. Ainsi, l'Université George Washington nous a organisé une série de réunions au Centre de Conférences d'Airlie House, en Virginie. L'un de nos éminents orateurs a déclaré que les Américains sont redevables à l'U.R.S.S. de leur avoir fait comprendre, à l'époque du premier sputnik, l'urgence de consacrer plus d'argent à l'enseignement scientifique. Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis prétendent offrir les plus gran-

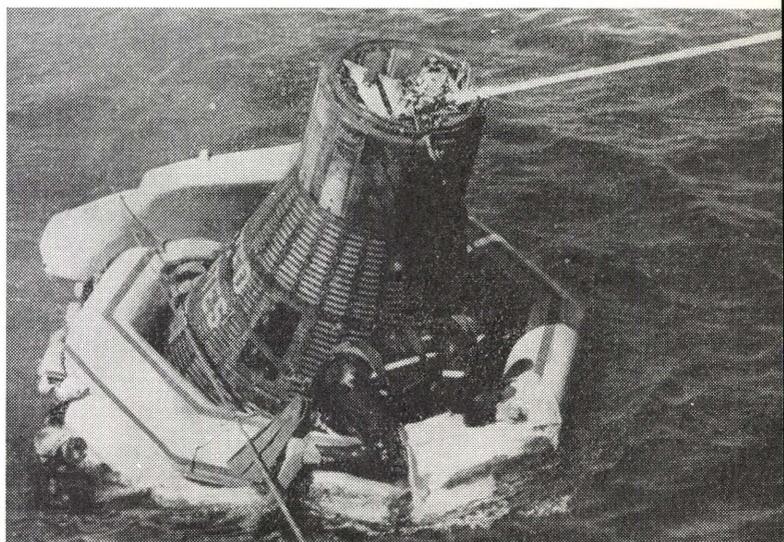
des facilités du monde pour la poursuite des études supérieures.

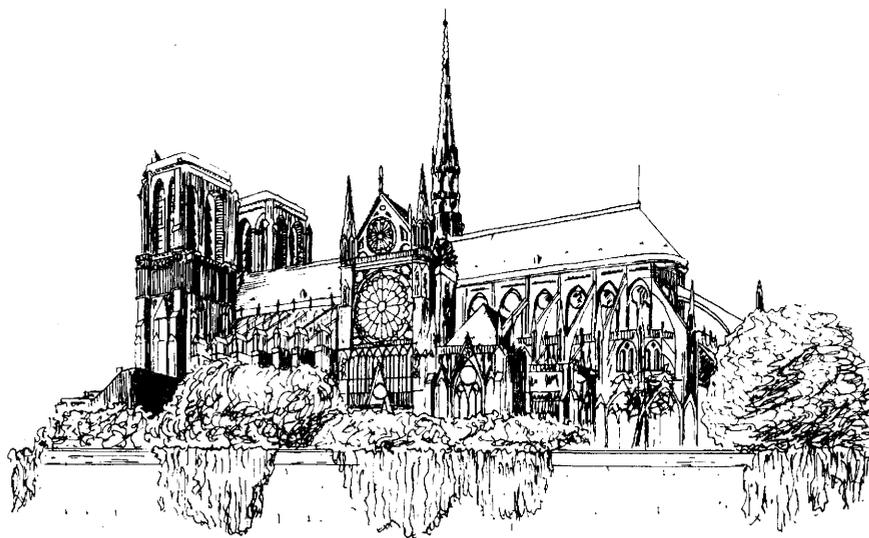
Il est juste de parler des Etats-Unis comme étant notre « grand allié », car tout ce que l'on y voit existe sur une vaste échelle. Mais il ne faudrait pas que les Européens en déduisent que ce colosse cherche à les écraser de son poids. Bien au contraire, il s'agit d'un pays où l'on aime faire confiance et manifester son amitié. Nombreux furent les Américains qui nous ont demandé ce que nous pensions d'eux, de leur mode de vie, de leurs institutions et de leurs problèmes tels que Cuba ou l'intégration raciale. Ils attachent une grande importance à notre point de vue lorsqu'ils sentent que nous cherchons à les comprendre. De même, ils s'intéressent vivement à ce qui se passe en Europe et notamment au Marché commun. Le gouvernement voudrait sans doute que certains autres membres de l'Alliance Atlantique contribuent davantage à la défense commune, mais il n'est pas question de retirer les troupes américaines du continent européen, ainsi qu'on nous l'a maintes fois répété. Ayant un sens développé des relations publiques, les généraux et hommes politiques du nouveau monde sont très abordables et peu formalistes. On raconte comment le Premier Ministre britannique fut surpris lorsque le Président Kennedy accueillit avec lui un groupe de journalistes en leur disant : « Hi Jim ! Hi Joe ! Connaissez-vous mon ami M. Macmillan ? ». Pour apprécier les Américains et se faire apprécier d'eux, il faut laisser son col dur au vestiaire. La solidarité atlantique repose sur des fondements humains.

Jean de MADRE,

New York.

Des hommes-grenouilles s'occupent de la capsule « Mercure » après son amerrissage dans le Pacifique.
(Photo : NASA)





Lettre de Paris

A PRES avoir voté trois fois en un mois — une fois pour dire « oui » au Général de Gaulle et deux fois pour sélectionner parmi 2.367 candidats ceux qui les représenteraient le mieux à l'Assemblée Nationale —, après avoir craint le pire à Cuba et frôlé la guerre avec Monaco, les Français ont estimé qu'il était temps de penser aux choses sérieuses : les cadeaux de Noël et les vacances de sports d'hiver.

Noël de prospérité

Le Français n'est pas un sportif mais il est devenu skieur. Peu lui importe de descendre les pentes en « œuf » comme le veut la technique ou en « boule de neige » comme les héros de Bellus. L'essentiel est de prendre un bol d'air, de revenir aussi noir que possible et de parler en initié de schuss, christiania, virage et dérapage. On peut être sûr que les trains de neige partiront bondés — les cheminées le seront aussi... de cadeaux. Les magasins regorgent de jouets, de victuailles, d'objets curieux et inutiles qui feront d'excellents cadeaux pour ceux qui n'ont ni désir, ni idée.

Ce sera un vrai Noël de prospérité, qui éclate aux yeux de tout étranger débarquant en France. Les Français s'y sont habitués. Ils ne se posent plus de questions, même quand on leur en pose. Mais les économistes, les experts, les hommes politiques, les diplomates, se penchent sur les chiffres de cette « huitième merveille du monde » : 3 milliards et demi de dollars de réserves de devises et d'or en 1962 alors que les caisses de la France contenaient à peine 200 millions au 1^{er} juin 1958, une balance des paiements en excédent de 578 millions de dollars pour le premier semestre 1962, une production industrielle en progression de 5,6 % et une production agricole de 5 % supérieure à l'année dernière. La France n'emprunte plus, elle rembourse par anticipation et elle prête au monde entier.

Miracle économique

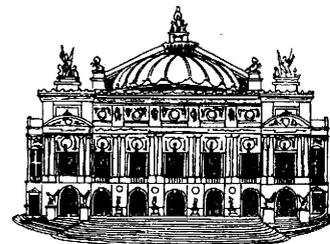
A quoi tient ce miracle ? Faut-il le porter au crédit intégral de la V^e République, au dynamisme de l'Europe du Marché commun ou à l'héritage de la IV^e République ? La controverse fait rage. On se bat à coup de chiffres, d'arguments, de rapports, de bonne et de mauvaise

foi, car ces choses-là ne se discutent pas sans passion. Il faut la sérénité des experts de l'O.C.D.E. pour écrire : « L'instabilité financière interne et externe qui a caractérisé la période précédente ne devrait pas faire méconnaître l'importance de l'effort qui était simultanément accompli pour mettre en place une structure satisfaisante, moderniser l'appareil industriel et agricole et réduire les coûts réels de production ».

Quant au Français moyen, il accueille avec scepticisme les statistiques qui lui assurent que son niveau de vie a augmenté de 45 % en onze ans, que la hausse des salaires a été cette année de 11,5 % et celle des prix seulement de 5,2 %. Sa paie, souvent beaucoup plus maigre qu'on ne l'imagine, n'est jamais assez grande pour couvrir toutes les dépenses d'une civilisation qui fait du frigidaire une obligation et des vacances une nécessité vitale. Il admet cependant que 1962 est une assez bonne année, y compris paraît-il pour ses vignobles.

Noël de paix

Ce Noël de prospérité sera aussi un Noël de paix. Pour la première fois depuis neuf ans, aucun foyer ne craindra pour le fils mobilisé en Algérie. Si 210.000 hommes sont encore là-bas, ce n'est plus pour se battre dans les djebels mais pour veiller au respect des accords. La guerre d'Algérie est finie, l'affaire est terminée, les esprits méchants disent même qu'elle est déjà oubliée. Il reste cependant, au cœur des Français, une triste et lourde pensée : celle des 600.000 Français d'Algérie « désespérément attachés à l'idée que leurs deux



patries pourraient continuer à n'en faire qu'une seule » et dont la paix a fait des « personnes déplacées » de l'âge de la décolonisation. Leur « intégration », dans le sens inverse de celle qu'ils auraient voulue, est encore irrésolue.

47 millions d'âmes

Si l'on en croit les statisticiens qui ont étudié les résultats du recensement effectué au printemps dernier, les 600.000 « rapatriés » d'Algérie ne constituent pas même le 7^e des nouveaux Français dont le pays s'est enrichi depuis 8 ans. La France s'honore aujourd'hui d'avoir 47 millions d'habitants contre 42.900.000 en 1954. Donc, la population française a augmenté de 450.000 personnes par an, ce qui est beaucoup moins éloquent que le taux d'accroissement des petits Chinois mais constitue un record assez remarquable pour un pays longtemps déficitaire sur ce plan.

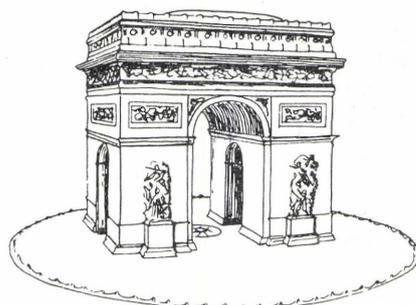
La France compte trente six millions de sujets sans compter les sujets de mécontentement, disait le polémiste Henri Rochefort au temps de Napoléon III. La France de 1962, avec ses 47 millions de citoyens, ne devrait pas faire mentir ce calembour facile. Pourtant les Français ont changé... de vocabulaire. On ne parle plus ici de « sujets de mécontentement » mais de malaise, que ce soit dans le domaine social ou dans l'armée.

Réforme constitutionnelle

Les Français ont aussi changé leur constitution. Cela ne doit pas surprendre chez des gens qui ont connu cinq républiques et deux Empires en moins de deux siècles et trois constitutions différentes en vingt ans. Si la réforme constitutionnelle n'est plus un modèle pour l'humanité, elle devient une panacée. Cette fois, pourtant, on s'est contenté de changer quelques articles. La France est toujours en République, celle de 1958, la V^e. Mais désormais les Français éli-

ront leur Président au suffrage universel, comme les Américains. C'est ce qu'on appelle la « personnalisation du pouvoir », sans trop savoir ce que cela réserve. Cela a donné lieu à une rude bataille entre les « oui » et les « non », qui s'est terminée par la victoire des premiers.

Les Français — ce peuple de l'union nationale ou de l'union



sacrée — ont maintenant pris l'habitude de se diviser en deux camps. Il y a ceux qui disent « oui » à de Gaulle, « non » à l'école libre, à la réforme du baccalauréat, à l'extension de la zone bleue, « oui » au birth control, à la suppression des soutanes, et des embouteillages. Ce ne sont pas toujours les mêmes, mais cela permet de se compter.

De même pour les monuments, il y a ceux qui sont « pour » et ceux qui sont « contre ». Il ne s'agit pas de supprimer les monuments, bien sûr, mais, par un petit miracle de chirurgie esthétique, de leur rendre leur blancheur d'antan. De la Concorde à l'Institut, de la Place Vendôme aux Invalides, Paris devient ainsi tout propre. Parmi ceux qui sont « pour », il y a naturellement M. Malraux, initiateur de l'opération. Parmi les « contre », on cite le nom de Picasso, qui aurait déclaré : « J'aime mieux la patine des siècles ». Puis, après un silence : « La patine... c'est-à-dire la crasse ».

Les Parisiens sont partagés, mais plutôt « pour ». Les étrangers qui reviennent à Paris après un an d'absence en ont... le souffle coupé. Tout s'est miraculeusement changé

sans que l'on ait bougé une seule pierre. Les Invalides, qu'ils aperçoivent dès leur arrivée à la gare aérienne, ont pris les lignes géométriques et inflexibles d'une construction moderne. La Concorde est devenue un merveilleux décor de théâtre avec la colonnade de la Madeleine resplendissante de blancheur, flanquée de l'hôtel Crillon et du ministère de la Marine aux couleurs d'aquarelle. La Cour du Louvre avec ses pierres ocres et sa décoration surabondante est un morceau d'Italie au cœur de Paris. Le Grand Siècle ressuscite dans le Marais restauré et illuminé. La Place Vendôme est métamorphosée et le bâtiment moderne de l'UNESCO fait figure d'antiquité à côté de l'Institut rajeuni.

Lorsque les délégations des quinze pays de l'OTAN se réuniront à Paris pour leur session ministérielle de décembre, elles trouveront que la capitale est à redécouvrir. Mais la citadelle de l'OTAN située à la Porte Dauphine, loin des futilités et de l'agitation parisienne, aura des choses plus sérieuses à leur proposer. Tous ceux qui, en France, savent qu'il faut un « bouclier », sinon davantage, pour protéger la Seine et toutes ses merveilles, seront avec elles par la pensée.

M. Dupont et Giraudoux

Paris dépoussiéré ou « ravalé » (selon l'expression à l'ordre du jour) a pris un air de fête, où les carrousels tourment vite, si vite qu'ils laissent un sentiment de vide et d'angoisse. Mais entre cette angoisse et lui, entre le monde et son monde, M. Dupont a établi une distance. Il vit dans l'attente. Une attente terrible et paralysante quand il y songe. Mais il n'y songe pas. Il s'affaire. Comme le héros de Giraudoux, il pense qu'« une minute de paix est toujours bonne à prendre »... et aussi qu'il faut savoir la défendre.

« GAVROCHE »
Paris.

LA CONFÉRENCE DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN

LA Conférence des Parlementaires de l'OTAN va examiner la possibilité de se transformer en une Assemblée Atlantique. Le premier pas fut fait lors de sa VIII^e Session annuelle qui eut lieu à Paris du 12 au 16 novembre et au cours de laquelle fut adoptée la recommandation de la Commission politique de nommer une sous-commission spéciale pour étudier la question de cette réforme. Ceci, ainsi que le discours d'adieu du général Lauris Norstad, Commandant Suprême Allié en Europe, marqua le point culminant de la Conférence qui réunissait des parlementaires en provenance des quinze pays de l'OTAN.

La sous-commission sera composée de parlementaires expérimentés et fera appel, au cours de ses travaux, au personnel et aux archives de l'Institut Atlantique. Cette décision a été prise à la suite du mécontentement exprimé par les membres de la Conférence quant à l'organisation et au fonctionnement de leur propre assemblée politique. Le rapport de la commission politique avait déclaré que « parallèlement à la marche accélérée de l'Europe dans le sens d'une union économique et politique s'est dessinée une tendance précise et urgente en faveur d'un mode d'union similaire entre toutes les nations atlantiques ».

Deux assemblées nécessaires

Le rapport continuait ainsi : « Les nations atlantiques ont actuellement recours à une multitude d'organismes internationaux distincts... Chacun d'eux est placée sous le contrôle d'un Conseil exécutif particulier... Il n'existe aucune procédure définie ou admise quant à d'éventuelles consultations entre ces différents organismes ou à une coordination de leurs projets et de leurs activités. On ne connaît pas d'assemblée parlementaire commune compétente pour toutes les institutions atlantiques et au sein de laquelle peuvent être directement représentées les nations intéressées. Deux assemblées, et deux seulement, sont en fait nécessaires, à savoir : un Parlement européen et une Assemblée atlantique ».

« Ce n'est que par la création d'une assemblée parlementaire, largement ouverte et puissante, ayant accès aux éléments d'information indispensables et le pouvoir reconnu de conseiller les organismes exécutifs — non seulement l'OTAN, l'OCDE, mais toutes les institutions atlantiques — que les efforts de chaque démocratie nationale pourront être aiguillés vers des buts communs tout en se conformant aux principes de la représentation populaire et du débat public... Le problème à résoudre est celui qui consiste à définir le caractère d'un accord portant création d'une assemblée atlantique et qui

tiendrait lieu de constitution ou de charte du type le plus conforme à une telle assemblée ».

« Entre temps, il est urgent de définir, avec plus de précision, les responsabilités parlementaires internationales en fonction du développement accéléré des institutions de la Communauté atlantique. A l'heure actuelle, la position de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN vis-à-vis des problèmes internationaux et des politiques suivies, est ambiguë. Les accords qui régissent la transmission à la Conférence d'informations en provenance de l'OTAN sont peu satisfaisants. Contrairement à ce qui se passe avec les assemblées européennes, la Conférence ne reçoit aucun rapport annuel officiel et il ne lui est pas reconnu le droit de poser des questions, soit aux ministres, soit sous une forme officielle au secrétariat de l'OTAN ».

« Les pays neutres d'Europe ont constamment refusé de participer à des travaux auxquels se trouvaient mêlés des groupements parlementaires traitant de questions de défense et de sécurité. Ils appartiennent, cependant, en tant que membres actifs, à l'OCDE et participent à des travaux importants ayant pour thème des problèmes économiques de premier plan. D'un autre côté, l'action parlementaire atlantique est rendue moins agissante si la compétence des assemblées est limitée soit aux problèmes de défense, soit aux intérêts économiques, ou si ces deux questions inséparables sont traitées par deux assemblées parlementaires indépendantes. Il faut trouver une certaine forme d'association susceptible de donner satisfaction aux parlementaires neutres ».

Insuffisances militaires

Dans son important discours, le général Norstad, dont la relève par le général Lemnitzer a été retardée jusqu'au 1^{er} janvier prochain, n'a pas caché que les forces sous son commandement sont dangereusement insuffisantes à bien des points de vue. Il a déclaré notamment : « Les pénuries qui existent dans les unités de soutien non divisionnaire aussi bien de combat que de logistique constituent un problème très grave pour chaque soldat. Il est un fait rarement apprécié à sa juste valeur, et selon lequel les unités de ce genre constituent un élément indispensable à l'évaluation de l'aptitude au combat d'une force militaire. Privées d'un soutien et de tous approvisionnements suffisants à tous égards, nos divisions perdent le plus clair de leur efficacité ». En outre, il a signalé de graves lacunes dans les approvisionnements disponibles et dans les fournitures d'équipement moderne.

Le général poursuit son discours en disant : « Un autre domaine, où les améliorations s'imposent, concerne la création d'une réserve adéquate, pour les besoins du Commandement Allié en Europe. Bien que la nécessité de cette réserve ait toujours été reconnue, on a estimé, jusqu'à ces derniers temps, que le problème qu'entraîne cette constitution en temps et lieu a pris de telles proportions qu'il a découragé jusqu'ici toute véritable tentative d'améliorer notre situation dans ce domaine. Une partie tout à fait essentielle des forces qui constituent notre réserve est stationnée au-delà de l'océan. Je crois cependant que des progrès réels commencent à se manifester. Au cours de l'année dernière, les Etats-Unis, par exemple, ont instauré en Europe même un système de stockage d'armes, d'équipement et d'approvisionnement à l'intention des divisions de réserve. Ce système permet au soldat de se déplacer comme un passager ordinaire de compagnie aérienne, en emportant avec lui son casque, son fusil et à peine plus de 20 kilos de bagages. Il permet d'exploiter à plein les vastes services commerciaux de transports aériens que possède l'Occident. Ces mesures ont fortement réduit le temps nécessaire au déplacement des divisions en Europe, vers les points mêmes où elles peuvent participer à la défense de l'Europe. En fait, il n'est plus question que de jours, au lieu de semaines ou de mois comme auparavant ».

Une stratégie en avant

« La nécessité d'une défense ou stratégie en avant a été reconnue dès les débuts de l'Alliance... J'ai donné instruction au Commandant en chef de la région du Centre de préparer ses forces à effectuer une défense mobile dans la plupart des zones avancées plutôt que de tenir des positions d'arrière. Certes, un complément de forces serait souhaitable, mais si les besoins militaires de nos programmes actuels sont intégralement satisfaits, il sera possible de tenir la défense avancée dans des conditions minimales. Je reconnais qu'ériger en principe la nécessité de porter ainsi notre ligne de défense en avant comporte un risque. Mais j'ai également le sentiment qu'en définitive notre effort sera beaucoup plus efficace que si nous restons sur une position qui a été dictée par nos plans jusqu'à ces derniers mois. Je dois également souligner que ce n'est pas la seule situation qui comporte un risque et

qu'en l'occurrence il s'agit d'un risque nécessaire et acceptable. Enfin, cette action ajoute à la crédibilité de la force de dissuasion ».

« Du fait de considérations très diverses qui tiennent à la constitution même de l'Alliance, il n'a pas été possible à ce jour d'établir un plan fixe de mise en alerte de l'Alliance par des mesures uniformément rapides. Je dois dire cependant qu'un progrès très réel a été effectué dans ce domaine et que le Conseil de l'OTAN ainsi que les autorités nationales travaillent toujours à améliorer le système ».

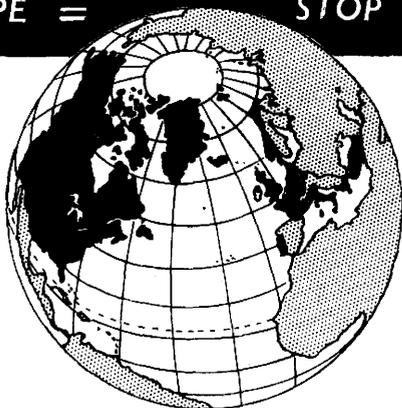
Interdépendance atlantique

Un autre discours qui retint spécialement l'attention fut celui de M. George W. Ball, sous-secrétaire d'Etat américain qui se prononça ouvertement pour l'interdépendance atlantique. Il donna du poids à ses arguments en déclarant :

« D'un point de vue rigoureusement militaire, nous n'estimons pas que l'Alliance ait un besoin urgent d'une contribution nucléaire de l'Europe. Mais si d'autres nations de l'OTAN le désirent, nous sommes prêts à examiner attentivement la création d'une force véritablement multilatérale de missiles balistiques à moyenne portée, qui soit entièrement coordonnée avec les autres forces de dissuasion de l'OTAN. Ce n'est pas à nous — et en fait cela s'écarterait de l'esprit même de la Communauté Atlantique — d'imposer la manière dont une telle force devrait être équipée en hommes, financée ou organisée. Mais il appartient à juste titre aux Etats-Unis, qui ont acquis une telle expérience dans le domaine nucléaire, de mettre à la disposition des autres, des renseignements et des idées au sujet des caractéristiques et des possibilités d'une force multilatérale. C'est ce que nous sommes en train de faire en ce moment ».

M. Ball a souligné en outre : « Dès le début nous avons constamment encouragé toutes les mesures d'intégration européenne et nous voyons avec plaisir venir une Europe de plus en plus unie, de plus en plus prospère et faisant entendre d'une seule et même voix des questions de plus en plus étendues et variées. Nous sommes heureux d'avoir en face de nous une Europe qui puisse servir l'Alliance Atlantique sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis ».





PLEINS FEUX SUR L'OTAN

Un mois chargé

Décembre est le mois le plus chargé au siège de l'OTAN à Paris. En dehors du travail habituel, il comprend une réunion du Groupe Permanent et des commandements subordonnés (les 5, 6 et 7). Le Groupe Permanent est composé des représentants des Chefs d'Etat-Major de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Ensuite, il y a une réunion du Comité Militaire (les 10 et 11), qui est la plus haute autorité militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et qui est constitué par les Chefs d'Etat-Major de chacun des pays membres. L'Islande, n'ayant pas de forces armées, y est représentée par une personnalité civile. Pour terminer, les Ministres des Affaires Etrangères, des Finances et de la Défense des quinze pays participeront à la Réunion Ministérielle de trois jours qui a lieu chaque année (les 13, 14 et 15). C'est à cette occasion que le Général Lauris Norstad s'adressera aux Ministres pour la dernière fois en sa qualité de Commandant Suprême Allié en Europe.

Départ de Sir Paul Mason

Sir Evelyn Shuckburgh, l'un des Sous-Secrétaires d'Etat adjoints du Foreign Office à Londres, succède à Sir Paul Mason comme Représentant Permanent du Royaume-Uni auprès du Conseil de l'Atlantique Nord. Il doit prendre ses nouvelles fonctions au début de 1963. Sir Evelyn est devenu membre du Foreign Service en 1933. Après avoir été à Londres et au Caire, il a séjourné à Ottawa, de 1940 à 1944. Puis il fut envoyé à Buenos-Aires et à Prague, avant de devenir le Secrétaire Privé de M. Eden (maintenant Lord Avon), en 1951. Ensuite il est passé du poste de Sous-Secrétaire d'Etat Adjoint au Foreign Office à celui de Principal Instructeur Civil au Collège de Défense Impérial. De 1958 à 1960, il était Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Politiques au siège de l'OTAN, à Paris. Il a aussi été Représentant britannique auprès de l'Union de l'Europe Occidentale et vient de passer deux ans au Foreign Office, où il était chargé des questions concernant l'OTAN et des relations avec l'Europe, notamment dans le domaine de la Communauté Economique Européenne. Il est marié et a trois enfants.

Sir Paul Mason est arrivé à l'OTAN en 1960, venant des Pays-Bas où il avait été Ambassadeur depuis 1954. Avant la guerre, il fut envoyé à Bruxelles et à Prague. Puis il est revenu au Foreign Office à Londres et, en 1937, a été détaché auprès du Haut Commissaire

britannique à Ottawa. De 1941 à 1943, il était à Lisbonne et fut nommé Ministre à Sofia en 1949. Entre 1951 et 1954, il se trouvait encore au Foreign Office comme Sous-Secrétaire d'Etat. Il est marié et a deux enfants.

Visite des Q.G. du Sud Europe

Le Comité Militaire a rendu visite aux quartiers généraux de l'OTAN et des forces nationales situés dans le secteur sud du Commandement Allié en Europe entre le 30 septembre et le 6 octobre. Il s'agissait de la première d'une série de visites aux différents secteurs militaires de l'Alliance. Le Comité s'est arrêté à Naples, Vérone, Malte, Izmir, Ankara et Athènes. Il est aussi monté à bord du porte-avions américain USS Forrestal.

Nominations au Comité Militaire et au Groupe Permanent

Le Général Charles Ailleret, de l'Armée française, a remplacé le Général André Puget, de l'Armée de l'Air française, comme membre français du Comité Militaire à l'échelon des Chefs d'Etat-Major.

A partir du 1^{er} octobre 1962, le Général Kurt Rambert, de l'Armée de l'Air royale danoise, a été nommé Président du Comité des Chefs d'Etat-Major du Danemark. Ainsi, il est devenu simultanément membre danois du Comité Militaire de l'OTAN à l'échelon des Chefs d'Etat-Major. Il succède à l'Amiral E.J.C. Qvistgaard, qui a pris sa retraite.

Le Général Dean C. Strother, de l'Armée de l'Air américaine, est devenu le Représentant des Etats-Unis auprès du Comité Militaire et du Groupe Permanent le 1^{er} novembre dernier, en remplacement du Général Clark L. Ruffner, de l'Armée américaine, qui a pris sa retraite.

Le Contre-Amiral Desmond W. Piers, de la Marine royale canadienne, a été nommé Président de l'Etat-Major combiné canadien et Représentant du Canada auprès du Comité Militaire en session permanente à partir du 27 août 1962. Il remplace le Vice-Amiral de l'Air Max M. Hendrick, de l'Armée de l'Air royale canadienne.

Le Général de division Constantin Margaritis, de l'Armée de l'Air royale hellénique, a succédé au Général de division Théodore Grigoropoulos, de l'Armée royale hellénique, comme Représentant de la Grèce auprès du

Comité Militaire en session permanente à partir du début de novembre dernier.

La relève du SACEUR ajournée

Le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé de retarder jusqu'au 1^{er} janvier 1963 la relève du Général Lauris Norstad, Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe, par le Général Lyman L. Lemnitzer. En effet, le Conseil avait nommé en juillet dernier le Général Lemnitzer au poste de SACEUR et il avait été prévu que le Général Norstad lui passerait ses pouvoirs le 1^{er} novembre 1962. On avait aussi prévu un certain chevauchement pour permettre au candidat désigné de consulter son prédécesseur avant de prendre ses nouvelles fonctions. Ce sont les événements qui ont empêché le Général Lemnitzer de se conformer à ce calendrier.

Nouveau Commandant en Chef allié de la Manche

L'Amiral Sir Wilfrid Woods doit remplacer l'Amiral Sir Alexander Bingley comme Commandant en Chef à Portsmouth (Grande-Bretagne), au début de 1963. Cette nomination dans le cadre national britannique entraîne automatiquement celle du Commandant Allié de la Manche. Agé de 56 ans, Sir Wilfrid a été l'adjoint du Commandant Suprême Allié de l'Atlantique de 1958 à 1961. Son dernier poste a été celui de Commandant en Chef de la Home Fleet et, en même temps, du Secteur Oriental de l'Atlantique.

Départ du Directeur Général de la C.E.O.A.

M. C.J. Tuijn, depuis cinq ans Directeur Général de l'Agence Centre Europe d'Exploitation, qui contrôle le réseau de pipe-lines dans ce secteur, a quitté la France pour assumer des fonctions importantes à l'Université de Delft (Pays-Bas). Il avait occupé précédemment le poste de Directeur du Port d'Amsterdam. De 1957 à 1962, en sa qualité de Chef de la CEOA, il a été responsable du lancement de l'Agence et de l'entretien des 4.800 km de pipe-lines qui traversent le Centre de l'Europe. Il avait sous ses ordres plus de 1.000 ingénieurs et ouvriers spécialisés. Rappelons que cette Agence a été créée par le Conseil de l'Atlantique Nord en 1957 et que ce réseau de pipe-lines assure l'approvisionnement en carburant des forces terrestres et aériennes de l'OTAN dans le secteur Centre-Europe.

Lancement d'un « Hawk » en Europe

Le premier « Hawk » (engin sol-air supersonique) fabriqué en Europe a été lancé récemment dans le Sahara et a détruit sa cible. Des représentants de « L'Organisation de la Production de l'Engin Hawk » y ont assisté. Cet organisme civil de l'OTAN, créé en juin 1959, groupe les cinq pays européens intéressés, à savoir la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas. Dans chacun de ces pays, une entreprise assure la fabrication de certains éléments de l'engin et fait partie de la Société Européenne de Téléguidage (SETEL), qui est chargée de diriger la production pour le compte des cinq gouvernements. Mis au point aux Etats-Unis, l'Engin « Hawk » a pour but d'intercepter des avions

de haute performance qui volent suffisamment près du sol pour éviter d'être détectés par le radar. A la suite de cet essai, couronné de succès, la livraison de ces armes aux forces de l'OTAN ne devrait pas tarder.

La technique des micro-circuits

Les besoins en équipement électronique ont augmenté considérablement, surtout pour les avions modernes, les fusées et les satellites. Les ingénieurs cherchent à réduire la taille et le poids des parties composantes ou même des ensembles. La microminiaturisation est une des méthodes employées. Comparé à ce qui se prépare dans ce domaine, le célèbre transistor sera parmi les plus grandes pièces d'équipement portatif. Cette technique doit aussi donner des résultats plus sûrs et moins coûteux. L'OTAN est bien avancée en cette matière. Une « Conférence sur la technique des micro-circuits » eut lieu récemment à Paris, afin de procéder à un échange d'information sur les derniers développements dans ce domaine. Douze rapports furent soumis à une centaine de spécialistes alliés par la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Bourses de recherche de l'OTAN

L'OTAN a approuvé le programme de bourses de recherche pour l'année académique 1963-64. Grâce à ces bourses, les candidats des pays de l'Alliance qui auront été choisis pourront se mettre au travail pendant une période de deux à quatre mois. Chaque boursier recevra une somme de NF 2.300 par mois, ou l'équivalent dans leur monnaie locale. Les frais de voyage seront couverts par l'OTAN.

Ces bourses ont été créées pour encourager l'étude de sujets présentant un intérêt commun aux quinze pays de l'Alliance, afin de mettre en évidence l'histoire, la situation actuelle et les perspectives d'avenir de la Communauté Atlantique. Les demandes de bourses doivent être adressées aux autorités nationales compétentes avant la fin de 1962 et les formulaires peuvent être obtenus au siège de l'OTAN, à Paris.

Séminaire danois pour jeunes syndicalistes

Au cours d'un séminaire sur « La coopération atlantique », organisé à Holte (Danemark), par le Conseil de la Jeunesse danois, un groupe de jeunes syndicalistes s'est prononcé nettement en faveur de l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché Commun. Selon eux, un tel événement renforcerait l'Alliance et pourrait mener à une association économique entre l'Europe et les Etats-Unis. La CEE ne devrait pas devenir une troisième force séparant les deux grands blocs, ni donner l'impression d'être un club de riches.

Vingt-quatre syndicalistes et ouvriers en provenance de 9 pays de l'OTAN ont assisté à ce séminaire placé sous l'égide du Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, du Service de l'Information du Mouvement ouvrier danois, du Comité Atlantique danois et du délégué de l'OTAN pour la jeunesse. Au début du séminaire, plusieurs participants ont exprimé des doutes quant à l'utilité d'étendre les activités de l'OTAN aux questions politiques, économiques, scientifiques et technologiques. Mais, dans le courant des discussions, tous ont réalisé l'importance de ces aspects et la complexité de l'Alliance. Le Conseil de la Jeunesse danois compte publier un rapport sur cette réunion en français et en anglais.

Le titre de la revue



Depuis le jour où nous avons invité nos lecteurs à nous donner leur opinion sur le titre de notre revue (voir la rubrique « Nos lecteurs nous écrivent » dans l'Index des « Nouvelles de l'OTAN » — Année 1962, qui figure à la fin de ce numéro), nous avons reçu un flot de lettres en provenance de tous les coins de l'Alliance Atlantique. La majorité de nos correspondants approuve l'idée d'un changement de titre. Parmi ceux qui sont contre figurent de nombreux Allemands. Voici les dernières suggestions faites et leur provenance :

— Italie : « Panorama Atlantico » ; « Cronache NATO » ; « Bolletino NATO » ; « Notiziario Atlantico » et « Rivista Atlantica ».

— Allemagne : « NATO-Informationen » ; « NATO-Zeitung » ; « NATO-Rundschau » ; « Nordatlantischer Kurier » ; « Atlantisch Union » et « Atlantische Gemeinschaft ».

— France : « Clartés sur l'OTAN » ; « Lumières sur l'OTAN » ; « Pleins Feux sur l'OTAN » ; « Rayonnement de l'OTAN » ; « Reflets de l'OTAN » ; « Vie de l'OTAN » ; « Revue de l'Atlantique Nord » ; « Atlantique Nord » et « Sécurité Atlantique ».

Un cachet « ministériel » pour philatélistes

A l'occasion de la réunion de décembre des Ministres des Affaires Etrangères, des Finances et de la Défense des pays de l'OTAN, le bureau de poste du siège permanent à Paris utilisera un cachet spécial. Les personnes intéressées par cette oblitération devront envoyer au Président du Club Philatélique de l'OTAN une enveloppe portant leur adresse et un coupon réponse international.

Correspondants de TV dans la Baltique

Le Service de l'Information de l'OTAN a organisé récemment une visite du Commandement de la Baltique par un groupe de reporters et photographes de la télévision en provenance de la Belgique, du Danemark, de la France, du Luxembourg, du Royaume-Uni et de la République Fédérale d'Allemagne. Un film avait été préparé à l'avance par les soins de l'OTAN et des exemplaires de ce film ont été fournis aux membres du groupe afin qu'ils puissent y insérer leurs impressions personnelles et leurs interviews selon leurs propres désirs. La Radiodiffusion-Télévision française a envoyé l'un de ses principaux collaborateurs, M. Jean-Jacques Rebuffat, pour suivre cette tournée.

Edition néerlandaise des Nouvelles de l'OTAN

A partir de ce mois, notre revue paraîtra en langue néerlandaise. Cette nouvelle édition mensuelle sera distribuée en Belgique et dans les Pays-Bas. Les Nouvelles de l'OTAN sont déjà publiées chaque mois en français, en anglais, en allemand et en italien. Il existe aussi des éditions trimestrielles en danois, en grec et en turc.

Aménagement de la Chapelle de SHAPE-Village

Des travaux de restauration ont déjà commencé à la chapelle interconfessionnelle de SHAPE-Village située à quelques kilomètres de Paris et destinée au per-

sonnel du Quartier Général des Forces Suprêmes Alliées en Europe. Une campagne a été lancée il y a quelques mois par l'aumônerie interalliée pour faire appel à la générosité du public et des concerts spirituels ont été organisés à cet effet. Le cinquième concert de la série aura lieu le 20 mars 1963, en l'église Saint-Eustache, à Paris. Au programme, il y aura la Grand Messe en Ut Mineur de Bach et le Requiem de Mozart. Les dons peuvent être envoyés à l'adresse suivante :

Comité de la Chapelle de SHAPE-Village,
Compte n° OF-25-39, American Express,
SHAPE, Paris.

« Le litige de Berlin »

La section cinématographique du Service de l'Information de l'OTAN vient de compléter un film de 30 minutes qui raconte l'histoire de Berlin depuis la fin de la guerre jusqu'à la construction du mur d'Ulbricht. La « première » de ce film, qui fait partie de la série « Revue Atlantique », eut lieu à Londres le mois dernier, dans le cadre de l'Exposition sur Berlin. Il s'agit d'un rappel de l'origine des droits alliés dans l'ancienne capitale allemande. On y montre comment la ville vint à être divisée et comment le problème de Berlin est lié à toute la question de la réunification allemande. Ce film donne aussi un aperçu du rôle des quinze pays de l'OTAN dans ce domaine.

Le camion de l'OTAN en Turquie

Le Centre d'Information Mobile de l'OTAN est rentré à Paris après une tournée de quatre mois en Turquie. Ce camion, spécialement équipé pour montrer des films et pour distribuer des brochures sur l'OTAN (voir notre numéro de juin 1961), s'est arrêté dans plus de 50 villes ou villages, a reçu près de 330.000 visiteurs et s'est trouvé à 60 km de la frontière soviétique, dans les environs de Kars. Après un long voyage à travers le sud de la Turquie, il est arrivé à Izmir pour la Foire Internationale. Dans cette ville, le nombre de visiteurs par jour aurait atteint le chiffre de 7.000 personnes en semaine et de 10.000 pendant le week-end.

Le « Maître Jacques de l'Alliance »

L'OTAN n'a pas encore fait son choix parmi les différents modèles de chasseurs de reconnaissance à décollage vertical et plusieurs pays alliés soumettent des projets d'avions de transport également à décollage vertical. Des spécialistes internationaux étudient les propositions déjà faites, sous la surveillance de la Section Aéronautique de la Division de Production, de Logistique et d'Infrastructure de l'OTAN.

L'avion choisi devrait pouvoir opérer pratiquement partout et a déjà été baptisé le « Maître Jacques de l'Alliance ». Il sera utilisé comme élément d'appui pour fusées et comme transport de troupes. Aucune date n'a encore été donnée, mais on espère qu'au début de l'année prochaine un programme de développement multinational aura été mis sur pied. Il faudra choisir entre les cinq modèles soumis par des consortiums qui comprennent les principaux constructeurs d'avions des pays de l'OTAN ayant une importante industrie aéronautique.





LE MINISTRE DE LA DEFENSE DE L'U.R.S.S. ET LA PUISSANCE MILITAIRE SOVIETIQUE

« Nos fusées stratégiques ont éliminé de la stratégie militaire l'idée d'invulnérabilité géographique », a déclaré le Maréchal Malinovsky à la conférence inter-armes sur les questions idéologiques. Le discours du ministre de la Défense fut publié sous une forme abrégée le 25 octobre 1962 dans la revue « Etoile Rouge », organe officiel du ministère de la Défense de l'URSS. Le Maréchal Malinovsky a signalé que les forces armées soviétiques avaient fait récemment des progrès considérables dans l'amélioration de leur matériel technique et il a ajouté : « Ces réalisations ont accentué encore davantage la supériorité militaire du camp socialiste sur le bloc agressif des pays impérialistes ».

L'U.R.S.S. dispose maintenant d'armes puissantes et sans parade comme les fusées « globales ». Le problème que posait la destruction des fusées ennemies en vol a été résolu. Des dispositifs permettant d'assurer la défense du pays contre les fusées nucléaires ennemies ont été mis au point et installés. « Nos armes nucléaires, dont le vaste assortiment va des petits calibres aux bombes de 50-60 mégatonnes et plus », a précisé le Maréchal

Malinovsky, « ne cessent d'être améliorées ». Le ministre a dit en outre que « la stratégie des impérialistes se caractérise essentiellement par la préparation d'une guerre préventive, d'une brusque attaque nucléaire, ainsi que l'a ouvertement déclaré le président des Etats-Unis lui-même. Or, face à cette stratégie nous opposons un niveau élevé de préparation et le potentiel de combat indestructible de nos forces armées ».

Le Maréchal a rappelé que les Etats-Unis et leurs alliés du bloc militaire agressif « ne cessent de se livrer à des actes de provocation, qui risquent à chaque instant de plonger l'humanité dans une guerre thermonucléaire d'une ampleur sans précédent ». Les impérialistes viennent de prendre Cuba comme prétexte à un déchainement d'hystérie guerrière. « Ils sont saisis de crainte et aveuglés par la grande torche de la liberté qui a été allumée à Cuba ». Le Maréchal Malinovsky précise que « de nombreux faits prouvent de façon irréfutable que les milieux agressifs de l'Ouest, aveuglés par la haine acharnée qu'ils entretiennent contre l'idéal de paix, de progrès et de socialisme, misent sur la guerre ». Dans ces conditions, le ministre de la Défense a rappelé que le Comité central du C.P.S.U. et le gouvernement soviétique ont demandé que l'armée soit portée à un niveau élevé de préparation au combat ».

Le ministre de la Défense de l'U.R.S.S. a d'ailleurs ajouté : « La conscience élevée des soldats et leur sens profond de l'idéal du parti et du peuple — tels sont les avantages les plus importants qu'ont nos armées sur celles des puissances impérialistes ». Le Maréchal Malinovsky a déclaré pour conclure : « Les jeunes qui entrent dans nos armées sont prêts à sacrifier leurs vies pour protéger les travaux pacifiques du peuple soviétique ».

Etoile
Rouge
25-X-62



Cette fusée anti-aérienne photographiée à une base de lancement est dirigée vers le ciel. En publiant ce document, le 25 octobre dernier, L'Etoile Rouge a publié en même temps une photographie d'une fusée stratégique qui, selon le journal soviétique, « peut pénétrer dans les nuages pendant plusieurs milliers de kilomètres et atteindre son but. »

Cette photographie prise par Kulinenko a été publiée dans L'Etoile Rouge le 25 octobre accompagnée d'un poème : « la lumière du jour s'éteint, bientôt les étoiles brilleront au dessus des champs, seules les fusées ne prennent pas de repos. »





Nos Lecteurs
nous
Ecrivent

LA PIERRE ANGULAIRE DE LA POLITIQUE OCCIDENTALE

J'ai lu avec un vif intérêt dans le numéro de juin de votre revue les extraits du discours prononcé par le distingué secrétaire général de l'OTAN, M. Stikker a magistralement analysé les manœuvres des Soviétiques ainsi que le mécanisme et la technique de leur offensive politique.

Dans la guerre psychologique, les Russes font un grand usage de mots-clichés. Les derniers fabriqués par l'appareil de propagande soviétique sont les vocables « colonialisme » et « colonialiste ». Les résultats de cette propagande qui se poursuit sans relâche ne se sont pas faits attendre. Actuellement, il est de bon ton, pour quiconque veut manifester des sentiments africanophiles, de stigmatiser le colonialisme en attachant à ce mot un sens péjoratif. Par contre, comme le dit si judicieusement M. Stikker, on garde un mutisme complet sur le côté positif du colonialisme et l'introduction des valeurs de la civilisation occidentale dans le continent noir pour le plus grand bien de ses habitants. On oublie d'expliquer que le colonialisme fut une étape nécessaire dans l'évolution de ces peuples vers un meilleur avenir. Même mutisme en ce qui concerne l'expansion impérialiste des Russes.

En effet, les Soviétiques ont hérité le vaste empire colonial des Tzars. Mais alors que les de Gaulle, Macmillan et autres hommes d'Etat occidentaux ont accordé le droit d'autodétermination à leurs colonies, les Soviétiques non seulement n'ont pas suivi l'exemple en libérant les territoires annexés par les conquérants russes, mais encore ferment résolument les accès de ces régions essentiellement islamiques à la civilisation non communiste, y compris la culture arabe. Bien plus, les maîtres du Kremlin ont étendu et consolidé leur empire colonial en cette ère de décolonisation.

Décolonisation occidentale ne doit pas signifier recolonisation soviétique. Au cours de cette décennie où plus d'un demi-milliard d'Afro-Asiatiques ont acquis leur indépendance, un processus d'intense colonisation a été adopté par les potentats du bloc communiste qui ont asservi un grand nombre des peuples libres. Le Tibet a perdu son indépendance à l'heure où la plupart des nations colonisées ont recouvré la leur. Pourquoi Mao-Tsé-Toung et Khrouchtchev déniaient-ils le droit d'autodétermination aux Tibétains et aux Hongrois, pour ne citer que deux malheureuses expériences seulement ? Et une ex-colonie dans les Caraïbes n'est-elle pas en train de se transformer en territoire soviétique d'outre-mer ?

Mais là n'est pas le seul danger. Parallèlement à l'intoxication « anti-colonialiste », une autre contre-vérité, tout aussi pernicieuse, essaie de se frayer le chemin : le déclin de la civilisation occidentale et sa proche disparition. Des idées de ce genre deviennent dangereuses lorsqu'elles sont reprises par des hommes d'Etat n'appartenant pas au bloc communiste. Un exemple typique nous est donné par M. Ben Gourion, Premier ministre israélien, qui, dans une déclaration solennelle, se fit l'écho de ces thèses en soutenant le plus sérieuse-

ment du monde que « l'Europe a perdu son hégémonie et que l'Amérique est en train de la perdre... ».

ISIDORE REVITCH,
15, En Vincenrue,
Metz (France).

UNE UNION ANTI-NUCLEAIRE

Si la menace d'employer des armes nucléaires pour éviter le déclenchement d'une guerre totale entre les Etats-Unis et l'URSS doit servir à quelque chose, ce « deterrent » doit être « croyable » en deux sens bien distincts. Premièrement, l'ennemi, de quelque côté qu'il se trouve, doit être convaincu qu'en dernier ressort la bombe sera utilisée contre lui malgré toutes les conséquences possibles pour l'utilisateur. Ceci n'est déjà pas très « croyable ». Les gouvernements ne sont pas forgés d'un airain aussi héroïque. Le deuxième élément de crédibilité est moins « croyable » encore, à savoir que le « deterrent » agira non seulement pendant une courte période mais aussi pendant toute la durée du temps qui s'écoulera avant la réalisation du désarmement nucléaire à l'échelle mondiale.

Il est vrai que la troisième guerre mondiale entre les Etats-Unis et l'URSS n'a pas encore eu lieu malgré la menace qui plane sur le monde depuis la fin de la deuxième. Le mérite en revient pour une bonne part au « deterrent ». Il est peu probable qu'un gouvernement soit aussi insensé ou aveugle à l'égard de ses propres intérêts (autant qu'il le puisse être à l'égard de ceux des autres pays) pour déclencher sciemment une guerre nucléaire. Mais cela ne veut pas dire que celle-ci soit improbable. Au contraire, le danger d'une guerre involontaire est non seulement constant mais imminent. Un conflit peut éclater à tout moment et s'est presque produit à plusieurs occasions. Jusqu'ici, les alertes qui auraient pu aboutir à une guerre ont été annulées à temps pour éviter le pire.

L'université de l'Etat d'Ohio vient de publier, dans le cadre du « Mershon National Security Programme », un rapport intitulé « Accidental War: Some Dangers in the 1960's », qu'on peut se procurer en Grande-Bretagne à la maison d'édition Housmans, 5, Caledonian Road, Londres N.1, au prix d'un shilling. Tous ceux qui ont le courage moral de mettre à l'épreuve leur foi dans le « deterrent » par rapport aux risques en cause devraient lire ce document. Aucune personne sensée ne peut considérer comme négligeables les dangers qui sont décrits dans ce rapport et quiconque les reconnaît ne peut pas conserver intacte sa foi dans un moyen de dissuasion qui n'a qu'à échouer une seule fois pour qu'il en résulte un désastre irréparable.

La vérité c'est qu'en dépit de toute la propagande sur l'efficacité du « grand deterrent », les puissances nucléaires — et notamment les pays d'Europe occidentale — sont sur un volcan qui risque de faire éruption à tout moment. Si une guerre nucléaire éclatait entre les Etats-Unis et l'URSS, la Grande-Bretagne et un grand nombre de pays d'Europe continentale seraient rapidement détruits en tant que collectivités organisées et vivantes, tandis que leurs populations seraient en majeure partie exterminées, soit par l'attaque même, soit par ses séquelles.

Quelle est la politique à suivre devant cette menace ? Certainement pas le maintien du « grand épouvantail ». La réforme fondamentale qui s'impose au monde, c'est le remplacement des dirigeants des puissances nucléaires par des hommes d'une espèce différente, des hommes qui pensent en termes d'internationalisme et de paix mondiale, de bonne volonté et de coopération internationale au lieu de penser en termes de nationalisme, de militarisme, de haine et de concurrence internationale. Des hommes qui seraient donc capables, tant du point de vue moral que psychologique, de négocier la paix et d'abolir la guerre. Tel n'est manifestement pas le cas des dirigeants des pays en question.

Pour la Grande-Bretagne, la ligne de conduite conforme à la raison sinon à la morale est celle du désarmement nucléaire unilatéral, avec refus de concéder aux Etats-Unis des bases sur son territoire et retrait de l'OTAN. Après avoir ainsi nettoyé ses propres écuries

d'Augias, la Grande-Bretagne devrait entreprendre de créer une Union anti-nucléaire en invitant toutes les nations non-engagées, grandes et petites, à se liquer pour former un véritable bloc de paix. Celui-ci devrait renoncer à posséder, à fournir et à accepter des armes nucléaires ou leurs moyens de livraison. Il devrait, en plus, faire usage de tous les moyens d'ordre moral, politique et économique pour empêcher les autres pays d'utiliser leurs ressources nucléaires à des fins militaires.

H.A.J. MARTIN,
23, de Freville Avenue,
Cambridge (Grande-Bretagne).

LES RUSSES ET LE DESARMEMENT

Dans votre numéro d'octobre, M. Richard Helffrich déclare que l'URSS n'a pas le monopole du recours à la force et mentionne l'incident de l'U2 et le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki. L'incident de l'U2 est dû au fait que l'Union soviétique a refusé d'accepter la proposition du Président Eisenhower relative à la « Liberté du ciel » et à la nécessité pour les pays démocratiques d'avoir le plus de renseignements possible sur les préparatifs militaires d'une Puissance prétendant ouvertement à la conquête du monde. M. Helffrich devrait lire les classiques du communisme, notamment les œuvres de Lénine. Quant au bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, votre correspondant semble ignorer qu'il eut lieu à la suite d'une décision commune des alliés. Staline donna sa bénédiction et la presse communiste salua les résultats avec enthousiasme, proclamant que les bombardements atomiques du Japon avaient sauvé des milliers de vies alliées.

M. Helffrich fait observer que « les communistes pensent que ce sont les questions économiques et non les armes qui jouent un rôle décisif dans les affaires humaines ». Or, loin de là, depuis que Lénine a renversé l'Assemblée constituante qui avait été élue en Russie selon les principes démocratiques, après la chute des Tsars, toutes les grandes victoires communistes ont été obtenues par la force. Une phrase de Lénine est parfaitement explicite à ce sujet : « Les questions importantes de la vie des nations ne se règlent que par la force. » (Les deux tactiques de la Démocratie Sociale.) Lénine exprimait là une opinion définitive et, à l'encontre de M. Khrouchtchev, il n'a jamais cru un instant en une coexistence pacifique permanente. Les objectifs du communisme, a-t-il affirmé à maintes reprises, ne peuvent être atteints que par la force, par la « guerre la plus acharnée et la plus impitoyable ».

L'URSS tient aujourd'hui en son pouvoir dix pays européens dont la population totale est de 100 millions d'habitants. Pas un seul de ces pays n'a choisi le système communiste en raison de sa supériorité économique. M. Helffrich aurait-il oublié la leçon du Mur de Berlin ? Votre correspondant rappelle qu'en 1961 M. Khrouchtchev a fait la déclaration suivante : « Tout le cours du développement social confirme les prévisions de Lénine, à savoir que c'est par leurs réalisations économiques que les pays du socialisme victorieux exercent leur principale influence sur le développement de la révolution mondiale. » Or tous les faits démentent la déclaration de M. Khrouchtchev. En effet, même le peuple russe n'a pas pu participer à des élections libres pour le « socialisme victorieux ». Dans tous les pays du monde, le communisme a été repoussé par le peuple. Là où il s'est instauré, ce fut par la force des baïonnettes.

C'est lorsqu'il entre en contact effectif avec la démocratie libérale que le communisme devrait être le mieux à même de démontrer sa « supériorité ». En Allemagne, par exemple, les deux systèmes existent côte à côte et qu'en résulte-t-il ? Au cours de ces dix dernières années, plus de 3 millions d'Allemands de l'Est sont passés à l'Ouest qui leur offre une plus grande liberté et un niveau de vie plus élevé. Il faut des chars et des mitrailleuses pour maintenir les autres prisonniers chez eux.

W.H. HENDERSON,
11, Prospecthill Crescent,
Glasgow (Grande-Bretagne).

LA FOLIE DES ARMEMENTS

Les lettres publiées dans votre revue ou dans n'importe quelle publication laissent apparaître plus clairement chaque jour le désordre lamentable provoqué par les dirigeants mondiaux dans les domaines politique, militaire, religieux et financier, ainsi que leur incapacité ou leur manque d'envie de nous en sortir. Votre revue est un organe de la guerre politico-psychologique. Néanmoins, tous les articles que j'y ai lus n'ont pu effacer le sentiment d'affinité que j'éprouve à l'égard des populations de l'autre côté de ce célèbre « rideau de fer ». Pour moi, seuls les dirigeants constituent une menace à l'Est comme à l'Ouest. Les discussions où l'on coupe les cheveux en quatre, les exercices militaires savamment organisés, les systèmes de défense d'un prix de revient fabuleux, tous ces éléments sont symptomatiques de la méfiance malade qui ronge le cœur des hommes comme un cancer.

De toute évidence, Kennedy n'a aucune confiance en Khrouchtchev et ce dernier (malgré les vins de Crimée offerts au Président des Etats-Unis) n'a aucune confiance en Kennedy. De Gaulle ne se fie ni à l'un ni à l'autre et Adenauer à personne. Macmillan, Premier ministre de la « perfide Albion », occupe la position la moins enviable de tous. Mais enfin, puisque les Nations Unies sont là pour résoudre les différends internationaux, pourquoi ces hommes (ainsi que leurs conseillers Kahn, Zuckermann et leurs collègues de l'autre camp), intelligents comme nous le supposons, ne se réunissent-ils pas pour étudier les diverses questions en fonction des désirs de leurs semblables du monde entier et non exclusivement selon leur désir personnel de puissance ?

Eisenhower laissait entendre, il n'y a pas si longtemps, que les gouvernements se trouveraient bientôt dans l'obligation de céder la place aux peuples s'ils ne peuvent ou ne veulent pas préserver la paix. L'exemple récent de l'Algérie, qui nous indique d'où vient le vent, fut presque ignoré des milieux gouvernementaux. Dans ce pays, en effet, une assemblée de 20.000 personnes lança un appel à la grève générale en cas de guerre civile et réussit ainsi à éviter la catastrophe. Les peuples ont le pouvoir d'empêcher les guerres et j'ai, pour ma part, le sentiment qu'ils l'exerceront en dernier recours, la guerre étant ce qu'elle est aujourd'hui.

M. CECIL BEVIS,
Ancien du Royal Air Force
Voluntary Reserve,
107, Hill Lane,
Southampton (Grande-Bretagne).

LIVRES

« THE DYNAMICS OF INTERNATIONAL POLITICS »

par Norman J. Padelford et George A. Lincoln
(Macmillan Company, New York, 634 pages,
56 shillings)

Ce livre a pour but de fournir un « cadre de référence qui doit aider à faire comprendre les relations internationales pendant les temps que nous vivons et les temps futurs ». Les auteurs en sont : M. Norman J. Padelford, Professeur de Sciences Politiques à la Section d'Economie et de Sciences Sociales de l'Institut de Technologie du Massachusetts, et M. George A. Lincoln, Professeur et Président de la Section des Sciences Sociales de l'Académie Militaire des Etats-Unis.

« Notre approche », écrivent-ils, « a été essentiellement pragmatique, et dictée en grande partie par les effets prépondérants de la rapide transformation qui s'opère dans le monde ». Cet ouvrage est, entre autres, exceptionnellement complet. Chaque aspect de la politique internationale y est analysé de telle façon que l'œuvre offre un exemple de véritable pragmatisme.

DÉCOLONISATION ET COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE

Les incidences de la décolonisation sur la Communauté atlantique ont constitué le thème délicat mais essentiel d'une récente session d'étude de professeurs d'Université de tous les pays de l'OTAN. C'est la seconde de ce genre organisée à Paris par M. John Eppstein, Secrétaire pour l'Éducation de l'Association du Traité de l'Atlantique. Le président était le professeur Max Beloff, titulaire de la Chaire Gladstone à l'Université d'Oxford. Il fut secondé par deux vice-présidents : le professeur J.B. Duroselle, Directeur du Centre d'Étude des Relations internationales de Paris et le Dr. Ernst Fraenkel, professeur de Science Politique à l'Université de Berlin. Les discussions cherchèrent tout d'abord à préciser les positions des pays en cause, et à analyser les différentes tendances historiques qui ont d'abord marqué le processus de colonisation et ensuite celui de décolonisation.

La Conférence s'attacha à l'étude des politiques suivies par toutes les puissances de l'OTAN directement intéressées : la France, le Royaume-Uni, le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas et les États-Unis. Elle ne manqua pas de souligner la position de l'Italie qui, dans la préparation de la Somalie à l'indépendance, réalisa un modèle de « décolonisation » constructive, ainsi que la position de l'Allemagne et des autres pays de l'Alliance qui n'ont pas d'engagements outre-mer. On accorda une attention toute particulière aux incidences de la décolonisation sur l'opinion publique au sein de la Communauté Atlantique.

Dans le cas de la France, l'indifférence relative de l'opinion publique lors de la rapide décolonisation des territoires français en Afrique occidentale et équatoriale après 1958 ne manqua pas d'être rapprochée des violentes passions que déclencha la question de l'autodétermination algérienne. Le fait que l'opinion publique française ait abandonné les idées de prestige ainsi que les avantages militaires et économiques découlant de la possession de colonies fut considéré comme la conséquence des échecs de la guerre d'Indochine. Il fut reconnu néanmoins que le processus de décolonisation

des États de l'ancienne Afrique Noire française a été très heureux et constitue l'un des rares exemples d'une politique d'émancipation préparée par la formation d'une élite culturelle. En Afrique du Nord, toutefois, les conditions étaient différentes et le problème fut beaucoup plus difficile à résoudre, notamment en Algérie qui comprenait une importante population européenne.

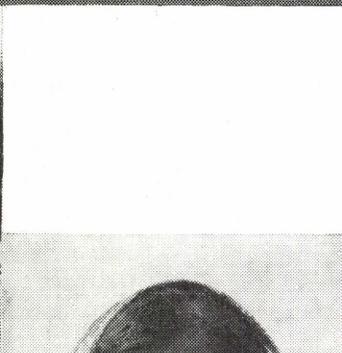
L'utilité du Commonwealth

L'évolution et la conception du Commonwealth ont fait l'objet d'une étude critique. Un certain désaccord se fit jour lorsqu'on en vint à apprécier la mesure dans laquelle la position mondiale de la Grande-Bretagne a été transformée par la décolonisation. Certains firent valoir que la puissance britannique avait été sérieusement affaiblie sur le plan militaire et politique. D'autres estimèrent, au contraire, que la sympathie et le prestige moral acquis par le Royaume-Uni à la suite du processus d'indépendance coloniale (qui était d'ailleurs inévitable après son retrait de l'Inde en 1947) a beaucoup plus que compensé le déclin de sa puissance matérielle proprement dite. Quoi qu'il en soit, tout le monde a été d'accord pour reconnaître l'importance et l'utilité du Commonwealth, avec la souplesse particulière qui le caractérise et les races multiples qui le constituent.

Les problèmes de l'ancien Congo belge ont aussi retenu l'attention. De l'avis de quelques-uns, le gouvernement de Bruxelles aurait dû consulter davantage et au préalable ses associés de l'OTAN. Mais un certain nombre de professeurs ont estimé que l'administration belge s'était vue obligée d'agir devant l'extension précipitée du nationalisme africain, activé par l'attitude anticoloniale des États-Unis et par la rapidité du retrait des Français en Afrique Noire.

Cette évolution fut soulignée encore plus vivement dans l'analyse des difficultés éprouvées en Afrique par le Portugal. La politique portugaise continue à vouloir poursuivre toute seule un idéal d'intégration et d'assimilation (et non d'émancipation politique) comme

NOUVEAUX MAÎTRES DE LEURS DESTINÉES



la fin logique du processus colonial. Il faut souligner que l'esprit portugais, s'écartant de la politique ségrégationniste de l'Afrique du Sud, est fermement opposé aux doctrines racistes. Le programme actuel de développement économique, social et culturel appliqué dans les provinces portugaises fut unanimement reconnue. Néanmoins, de nombreuses personnes ont estimé que les choses sont allées trop loin en Afrique pour qu'une politique d'intégration ait maintenant quelque chance de succès.

L'attitude des Etats-Unis

L'opposition traditionnelle au colonialisme dans de vastes secteurs de l'opinion publique aux Etats-Unis fut reconnue comme exerçant une forte influence sur la politique de ce pays. La conviction générale de l'autre côté de l'Atlantique, partagée par maintes personnes en Europe, que le type occidental de démocratie est le seul système politique digne de soutien s'oppose indéniablement au fait qu'un bon nombre d'anciennes colonies sont devenues des Etats à parti unique. Ces pays sont parvenus à la liberté nationale, sans avoir nécessairement assuré la liberté individuelle à tous leurs citoyens. L'importance du Principe Wilsonien d'auto-détermination et de la politique des Etats-Unis aux Philippines dans la formation de la mentalité américaine actuelle n'a pas manqué d'être mentionnée. Mais plusieurs membres de la Conférence ont estimé que l'opinion américaine avait tendance à sous-estimer la nécessité d'une préparation et d'une formation politique avant que l'indépendance puisse porter ses fruits.

La politique étrangère américaine, lancée dans une compétition avec le communisme pour obtenir l'amitié des Etats non engagés, doit chercher à apaiser les nouveaux pays. Dans certains cas, il semble qu'il n'y ait pas une compréhension suffisante des problèmes posés par les communautés de « colons ». Cette politique de souplesse est trop souvent considérée par certains Européens comme de l'opportunisme pur et simple. De toute évidence, l'importance croissante du bloc Afro-asiatique aux Nations Unies exerce une influence sur la position de Washington vis-à-vis des questions coloniales. Les différences de points de vue dans ce domaine entre les Etats-Unis et certains de leurs alliés européens posent à l'Alliance Atlantique un sérieux problème. La Conférence a du moins reconnu la nécessité d'une consultation et d'une coordination plus poussées, bien qu'elle ait admis l'impossibilité d'obtenir une parfaite conciliation des opinions et des politiques.

Les questions économiques et financières furent

aussi étudiées et l'on évoqua à ce sujet les difficultés des pays africains qui ne peuvent même pas équilibrer leur budget courant sans aide extérieure. Toute la question de l'aide économique est hérissée de difficultés, surtout à cause de la méfiance à l'égard des politiques occidentales témoignée par certains pays d'Asie et d'Afrique, où l'on redoute qu'un nouveau colonialisme ne cherche à s'introduire dans les territoires perdus sous le couvert de l'aide économique et des investissements de capitaux.

Au terme de ses travaux la Conférence souligna le caractère inévitable du processus de décolonisation, tout en rappelant que le véritable problème concerne son application. Il serait bon de se mettre d'accord sur un certain nombre de principes viables qui permettraient au monde occidental d'adopter une attitude positive à l'égard de tous les nouveaux Etats indépendants et des pays qui, pour des raisons historiques, restent sous l'autorité européenne. Les réalisations des puissances européennes dans leurs anciennes colonies ont été trop souvent oubliées. Le fait même que des millions de gens aient pu s'engager sur la route de l'indépendance avec l'espoir d'y réussir est dû dans une large mesure aux réalisations culturelles, techniques, économiques et politiques des anciennes puissances coloniales. Il est inutile que les pays de l'Ouest se laissent aller à de mutuelles récriminations ou à des sentiments de culpabilité, car cela donne un avantage injustifié aux Communistes dont le dossier est si scandaleux en ce qui concerne le traitement des peuples soumis à leur domination.

Rôle des universités

De l'avis général, les pays occidentaux ne doivent pas attendre l'intervention d'un stimulant extérieur, telle qu'une action des Soviets ou des Chinois, pour définir leurs propres politiques vis-à-vis de l'Afrique et de l'Asie. Trop d'importance peut être accordée à l'aide purement financière. Or, les anciennes colonies ont non seulement besoin d'une aide économique mais aussi de contacts politiques et culturels. A cet égard, la Communauté Atlantique doit s'attacher davantage à étudier les problèmes de l'Afrique et à favoriser les recherches concernant les traditions et les langues africaines. C'est dans ce domaine que nos Universités ont beaucoup à offrir et encore plus à faire.

(Photos : WHO par Hower Page, C.O.I., UNESCO et USIS)

QUEL AVENIR VONT-ILS SE FORGER ?



RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN

Voici l'essentiel des Résolutions adoptées à la Huitième Session annuelle de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN (pour obtenir le texte complet, s'adresser au 36, rue de La Pérouse, Paris XVI^e)

COMMISSION POLITIQUE

I. — RECOMMANDE la nomination, par le Président de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN, d'une Sous-Commission spéciale de la Conférence, chargée de faire une étude et, avec l'aide et les conseils de l'Institut Atlantique, de présenter des recommandations sur les questions suivantes :

(1) l'établissement d'une constitution ou charte pour l'Assemblée Atlantique Consultative demandée par la Déclaration de Paris, conformément au Préambule de cette recommandation ;

(2) les pouvoirs et les fonctions exacts qui seraient exercés par une telle Assemblée Consultative ;

(3) une forme d'association avec l'OCDE ou, au choix, une Assemblée Atlantique Consultative destinée à servir d'organe consultatif parlementaire unique tant pour l'OTAN que pour l'OCDE, en se préoccupant spécialement des dispositions particulières qu'il y aura lieu de prendre pour fixer la représentation et la participation des nations membres exclusivement soit de l'OTAN, soit de l'OCDE ;

(4) la création d'un Haut Conseil Permanent au niveau des ministres chargé de préparer une action concertée sur les questions courantes intéressant la Communauté Atlantique dans son ensemble et, dans des cas déterminés, de prendre à ce sujet des décisions ; la création d'une Haute Cour de Justice qui aura à connaître des différends juridiques qui pourraient découler de l'application des Traités ; et la création d'un Conseil Atlantique de la jeunesse, de l'éducation et de la culture.

II. — RECOMMANDE que les Membres de la Communauté de l'Atlantique Nord poursuivent les objectifs suivants :

(1) harmoniser l'action politique, militaire et économique dans les domaines intéressant l'ensemble de la Communauté ;

(2) mettre en œuvre, en tant que problème urgent, une politique de l'OTAN, arrêtée d'un commun accord, en matière d'armes nucléaires ;

(3) créer une association commerciale entre la CEE et l'Amérique du Nord, en envisageant de faire de cette association la base d'une Association Economique Atlantique accessible à toutes les autres nations qualifiées du monde libre ;

(4) reconnaître le droit de tous les peuples à la liberté, à l'indépendance et au bonheur et coopérer plus largement avec les Nations en voie de développement.

(5) prendre des mesures pour améliorer leur situation économique afin d'atteindre dans ce domaine la plénitude de leur potentiel, et de réduire les inégalités qui se manifestent, tant sur le plan économique que social ;

(6) réaffirme sa conviction que le problème des nations captives doit être résolu en tenant compte des principes de la liberté individuelle et du droit des peuples à l'auto-détermination.

III. — ADRESSE un appel au Conseil de l'Atlantique Nord pour qu'il s'engage à renouveler son plein appui aux trois puissances dans l'exercice de leurs droits et responsabilités quadripartites en ce qui concerne l'ensemble de Berlin et également l'Allemagne tout entière.

IV. — APPROUVE l'action résolue des Etats-Unis aux fins de parer à la menace d'une agression nucléaire à Cuba.

V. — RECOMMANDE que les nations libres fournissent toute l'assistance qu'ils estimeront possible, au moyen d'un système de prêts-bails des armes ou des fournitures, afin d'aider la République de l'Inde contre l'agression de la Chine communiste.

COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

I. — RECOMMANDE que soit créé un Centre de Recherche Météorologique de l'OTAN.

II. — RECOMMANDE que l'AGARD constitue immédiatement un Groupe de travail chargé d'étudier

l'application des satellites au commandement et au contrôle de l'OTAN.

III. — RECOMMANDE vivement que les Etats membres apportent leur concours à l'établissement d'un Institut des Sciences et de la Technologie.

IV. — RECOMMANDE que le contrôle national de l'innocuité des médicaments nouveaux soit renforcé par un échange d'information entre les pays.

COMMISSION MILITAIRE

I. — RECOMMANDE aux Gouvernements intéressés d'accorder une priorité essentielle dans leurs plans militaires et financiers de défense pour fournir à SACEUR des forces parfaitement entraînées et équipées, ainsi qu'un soutien logistique suffisant, comme il l'a jugé nécessaire.

II. — RECOMMANDE que les armes et l'équipement — notamment l'équipement lourd — des unités qui devront être acheminées sur de grandes distances, soient stockés en temps de paix.

III. — RECOMMANDE à nouveau la participation de tous les pays membres à la Force Mobile d'intervention, soit sous la forme d'unités d'appui, y compris les transports par air, soit sous la forme d'une contribution financière.

IV. — RECOMMANDE que les travaux de recherche et développement relatifs à la défense anti-sous-marin soient menés en grande priorité.

V. — RECOMMANDE que le Conseiller de la Protection Civile soit dorénavant directement responsable devant le Secrétaire Général de l'OTAN.

COMMISSION ECONOMIQUE

I. — RECOMMANDE au Conseil de l'Atlantique Nord de réexaminer les arrangements déjà en vigueur relatifs à la coordination des attitudes des pays membres de l'Alliance vis-à-vis des échanges Est-Ouest.

II. — RECOMMANDE que le Conseil de l'OTAN, de concert avec l'OCDE et les Gouvernements des pays membres de l'OTAN, poursuivent l'examen des possibilités d'offrir des garanties multilatérales aux investissements privés dans les pays en voie de développement.

III. — RECOMMANDE qu'une demande soit adressée au Secrétaire Général de l'OCDE et au Président de la Banque Interaméricaine de Développement, en liaison avec le Secrétaire Général de l'Organisation des Etats Américains, pour réunir une Conférence relative à la coopération de l'entreprise privée et du secteur public, chargée d'étudier les nouvelles mesures propres à accélérer le développement de l'Amérique latine.

IV. — RECOMMANDE que le DAC (Comité d'Assistance au Développement) soit invité à prendre en considération dans tous ses plans en faveur des pays en voie de développement la question de la stabilisation des prix des produits de base.

V. — RECOMMANDE que l'OCDE soit invitée à étudier les tarifs douaniers et les contingents qui restreignent l'importation de produits manufacturés des jeunes industries des pays en voie de développement ainsi que les échanges avec le Japon et Hong-Kong.

VI. — RECOMMANDE que le Conseil de l'OTAN considère le déséquilibre de la balance internationale des paiements d'un de ses membres comme un problème multilatéral.

COMMISSION DE L'INFORMATION

I. — INVITE le Conseil de l'Atlantique Nord à réunir une Conférence de représentants des autorités compétentes dans le secteur de l'enseignement, en vue de recommander les meilleurs moyens de propager l'idée atlantique et d'intensifier les échanges de professeurs, d'étudiants, etc.

II. — DEMANDE au Conseil de l'Atlantique Nord, (1) de rechercher les moyens propres à améliorer la diffusion d'informations objectives par l'Occident ; (2) de décider des mesures qui incombent en propre à l'OTAN ; (3) de renforcer les moyens financiers et le personnel mis à la disposition de l'OTAN par les Gouvernements aux fins d'exécution des tâches relevant de ce domaine.

INDEX DES "NOUVELLES DE L'OTAN" - ANNÉE 1962

LISTE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS D'ARTICLES SIGNÉS

ALLAIS, Professeur Maurice : Vers une Communauté Atlantique I. - On demande un cadre politique.	Mars	1
ALPAN, Colonel Cihad : L'importance stratégique de la Turquie.	Février	7
ANDREADIS, Professeur Stratis : Argent, Hommes et Marchés.	Mai	24
ARALDSEN, Capitaine O.P. : L'équilibre des forces à l'âge nucléaire.	Mars	6
ARON, Professeur Raymond et LERNER, Professeur Max : Vers une Civilisation américano-européenne	Février	20
AVEROFF-TOSSIZZA, Evangelos : Message du Ministre des Affaires Étrangères de Grèce.	Mai	1
BLAKELY, Arthur : Lettre d'Ottawa.	Novembre	16
BRIGGS, Professeur Asa : La Révolution silencieuse II - Guerre à l'Insécurité.	Novembre	1
CASSIMATIS, Professeur Grégoire P. : Ce que la Grèce attend de l'Alliance atlantique.	Février	4
CHAUMENY, O.P. Révérend Père : Progrès et Civilisation.	Janvier	1
CHRYSOSPATIS, Spiros : Défense et Diplomatie.	Septembre	2
DASKALAKIS, Professeur Georgios : L'homme occidental : La contribution de la Grèce à la civilisation moderne.	Mai	2
DUROSELLE, Professeur J.-B. : La Révolution silencieuse III - La décolonisation.	Décembre	1
DUYNSTEE, Anthony : Vers une communauté Atlantique II. - L'Europe doit donner le ton.	Avril	1
« GAVROCHE » : Lettre de Paris.	Décembre	12
della GIOVANNA, Ettore : Lettre de Rome.	Octobre	12
GRONDAL, Benedikt : Lettre de Reykjavik.	Mars	14
HARTLEY, Anthony : Lettre de Londres.	Juillet/Août	14
HODDER, John S. : Des généraux retournent en classe.	Mars	10
HODDER, John S. : Le « Kremlin » du Rhin.	Avril	12
HODDER, John S. : Vers des mondes nouveaux - Le Collège Atlantique.	Novembre	11
JONES, Joseph Marion : Invitation à la prospérité : Le Plan Marshall et ses suites.	Octobre	2
« JUSTAN » : URSS : Homme contre Idéologie.	Juin	6
KILLIAN, J.-R. Jnr., : Un institut international des Sciences et de la Technologie.	Avril	7
KOHN, Hans : Nouveaux visages transatlantiques.	Juillet/Août	1
LERNER, Professeur Max, et ARON, Professeur Raymond : Vers une civilisation américano-européenne	Février	20
de MADRE, Jean : La jeunesse et les affaires internationales.	Septembre	17
de MADRE, Jean : Le grand allié.	Décembre	7
MACKINTOSH, Malcolm : Soldats du Parti.	Septembre	7
MARINATOS, Professeur Spiros : Les Amphictyonies.	Mai	20
MEISTER, Knud : Lettre de Copenhague.	Septembre	12
NISIO, Girolamo : L'Europe va de l'avant.	Octobre	8
NOTHOMB, Baron Pierre : Action pour l'Europe nouvelle et l'expansion atlantique.	Juillet/Août	13
PHOCAS, Albert : Lettre d'Athènes.	Mai	18
PICK, Otto : Les visages du neutralisme.	Janvier	6
PIPINELIS, Panayiotis : Nouvelles frontières.	Mai	7
POLITAKOS, Général John : Défense de la Grèce dans le cadre de l'OTAN.	Mai	12
STIKKER, Dirk U. : La pierre angulaire de la politique occidentale.	Juin	1
VALLUY, Général Jean : Évolution de la formule de dissuasion.	Janvier	21
VAUGHAN THOMAS, Wynford : Protection des portes de la Baltique.	Juillet/Août	8
d'YDEWALLE, Charles : Lettre de Bruxelles.	Juin	10
ZAUBERMAN, Alfred : Une communauté communiste ?	Avril	5

ARTICLES CLASSÉS PAR SUJET

ALLEMAGNE

Allemagne renforce l'Alliance (L'), (extrait d'un article de M. F.-J. Strauss dans <i>Survival</i>).	Avril	20
Berlin, ou la minute de vérité (extrait d'un article d'Alastair Buchan dans <i>Foreign Affairs</i>).	Avril	20

BELGIQUE

Débats au Sénat sur les rampes de fusées.	Avril	20
Lettre de Bruxelles, par Charles d'Ydewalle.	Juin	10

CANADA

Dilemme canadien (Le) (extrait d'un article de John W. Holmes dans le <i>Times</i>).	Avril	20
Lettre d'Ottawa, par Arthur Blakely.	Novembre	16

COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE

Action pour l'Europe nouvelle et l'expansion atlantique, par le Baron Pierre Nothomb.	Juillet/Août	12
Aménagement de la Chapelle de SHAPE-Village.	Décembre	18
« A propos de Coopération » (M. Mc George Bundy devant l'Assemblée Générale de l'ATA à Copenhague)	Novembre	25
Cachet « ministériel » pour philatélistes (Un).	Décembre	18
Centre International de Formation Européenne pour Officiers.	Mars	13
Ce que la Grèce attend de l'Alliance Atlantique, par le Professeur Grégoire P. Cassimatis.	Février	4
Collège Atlantique en Pays de Galles (Un).	Septembre	20
Collège Atlantique (Le) - Vers des mondes nouveaux, par John S. Hodder.	Novembre	11
Correspondants de TV dans la Baltique.	Décembre	18
Cours à l'Institut pour les Études européennes « Alcide de Gaspéri ».	Février	27
Décolonisation et Communauté Atlantique.	Décembre	22
Documentation sur l'OTAN.	Novembre	20
Édification d'une communauté atlantique (L') (Discours du Président Kennedy, le 4 juillet 1962).	Septembre	25
Europe va de l'avant (L'), par Girolamo Nisio.	Octobre	8
Général retournent en classe (Des), par John S. Hodder.	Mars	13
Grand allié (Le), par Jean de Madre.	Décembre	7
Grecs montent la garde (Les) (reportage photographique).	Février	2
Hommage au Général Norstad.	Novembre	7

<i>Homme occidental (L') : la contribution de la Grèce à la civilisation moderne</i> , par le Pr Daskalakis . . .	Mai	2
<i>Importance stratégique de la Turquie (L')</i> , par le Colonel Cihad Alpan . . .	Février	7
« <i>Kremlin</i> » du Rhin (Le), par John S. Hodder . . .	Avril	12
Lettres des Capitales de la Communauté Atlantique :		
— Athènes, par Albert Phocas . . .	Mai	18
— Bruxelles, par Charles d'Ydewalle . . .	Juin	10
— Copenhague, par Knud Meister . . .	Septembre	12
— Londres, par Anthony Hartley . . .	Juillet/Août	14
— Ottawa, par Arthur Blakely . . .	Novembre	16
— Paris, par « Gavroche » . . .	Décembre	12
— Reykjavik, par Benedikt Gröndal . . .	Mars	13
— Rome, par Ettore della Giovanna . . .	Octobre	12
« Litige de Berlin (Le) », nouveau film de l'OTAN . . .	Décembre	18
« Notre seul espoir : un bloc occidental uni » (M. Herter à la 1 ^{re} réunion de la Convention Atlantique) . . .	Février	14
<i>Nouveaux visages transatlantiques</i> , par le Professeur Hans Kohn . . .	Juillet/Août	1
<i>Nouvelles frontières</i> , par Panayiotis Pipinelis . . .	Mai	7
OTAN et l'Europe (L') . . .	Janvier	9
OTAN et la presse (L') . . .	Mars	16
<i>OTAN en timbres (L') : Une nouvelle branche de la philatélie</i> , par H.-E. Vesper . . .	Octobre	14
<i>Pierre angulaire de la politique occidentale (La)</i> , par Dirk U. Stikker . . .	Juin	1
<i>Progrès et Civilisation</i> , par le R.P. Chaumeny, o.p. . . .	Janvier	1
Quinze pays, une fanfare (reportage photographique) . . .	Septembre	14
Raisons d'espérer (Des) (extraits d'un article d'Ilario Fiore, dans <i>Esteri</i>) . . .	Avril	20
Révolution silencieuse (La)		
I - Invitation à la prospérité - Le plan Marshal et ses suites, par J.-M. Jones . . .	Octobre	2
II - Guerre à l'insécurité - L'État-Providence, par Asa Briggs . . .	Novembre	1
III - La décolonisation, par le Professeur J.-B. Duroselle . . .	Décembre	1
Stage pour officiers . . .	Novembre	24
Turcs sur le qui-vive (Les) (reportage photographique) . . .	Février	12
<i>Vers une civilisation américano-européenne</i> , par les Professeurs Raymond Aron et Max Lerner . . .	Février	20
Vers une communauté atlantique :		
I - On demande un cadre politique, par le Professeur Maurice Allais . . .	Mars	1
II - L'Europe doit donner le ton, par Anthony Dymstee . . .	Avril	1
« Vu du Ciel » (Prix du film touristique) . . .	Octobre	19
Activités des Organisations pro-atlantiques :		
Activités de l'Association Française pour la Communauté Atlantique :		
— Réunion sur « l'OTAN et la Presse » . . .	Mars	16
— Extrait d'un discours de M. Finletter devant l'AFCA . . .	Juin	5
— Annonce du Camp de Port-Cros et du voyage aux USA . . .	Juillet/Août	21
— Camp de Jeunesse de l'AFCA à Port-Cros . . .	Octobre	19
Activités de la Jeunesse des pays atlantiques :		
— Programme pour 1962 . . .	Janvier	5
— Séminaire d'étudiants au Canada . . .	Avril	15
— Séminaire pour dirigeants de la jeunesse en Islande . . .	Septembre	19
— Séminaire d'étudiants aux Pays-Bas . . .	Septembre	19
— Séminaire pour jeunes agriculteurs en Norvège . . .	Septembre	19
— Camp de Jeunesse de l'AFCA à Port-Cros . . .	Octobre	19
— Séminaire pour jeunes syndicalistes au Danemark . . .	Décembre	17
Association du traité de l'Atlantique :		
— Liste des organismes faisant partie de l'ATA . . .	Février	28
— Liste des organismes faisant partie de l'ATA . . .	Juillet/Août	28
— Assemblée annuelle à Copenhague (compte rendu) . . .	Novembre	18
— Assemblée annuelle à Copenhague (discours de M. Mc George Bundy) . . .	Novembre	25
— IV ^e Conférence Atlantique de l'Enseignement à Strasbourg . . .	Septembre	17
— Session d'étude de professeurs sur la décolonisation . . .	Décembre	22
Conférence des Parlementaires de l'OTAN :		
— Huitième session annuelle (compte rendu) . . .	Décembre	14
— Huitième session annuelle (résolutions) . . .	Décembre	24
Convention Atlantique (La) :		
— Qu'est-ce que la Convention Atlantique ? . . .	Février	15
— La « Déclaration de Paris » . . .	Mars	21
— Discours de M. Christian Herter . . .	Février	14
Institut Atlantique réclame un projet d'enseignement (L') . . .	Février	15
DANEMARK		
Lettre de Copenhague, par Knud Meister . . .	Septembre	12
ÉTATS-UNIS		
<i>Le grand allié</i> , par Jean de Madre . . .	Décembre	7
<i>Vers une civilisation américano-européenne</i> , par les Professeurs Raymond Aron et Max Lerner . . .	Février	20
FRANCE		
Lettre de Paris, par « Gavroche » . . .	Décembre	12
GRÈCE		
<i>Amphictyonis (Les)</i> , par Spiros Marinatos . . .	Mai	20
Ancêtres spirituels . . .	Mai	27
<i>Argent, Hommes et Marchés</i> , par Stratis Andreadis . . .	Mai	24
Atlantide (L') . . .	Mai	16
<i>Ce que la Grèce attend de l'Alliance Atlantique</i> , par le Professeur Grégoire P. Cassimatis . . .	Février	4
Clepsydre (La) . . .	Mai	21
<i>Défense de la Grèce dans le cadre de l'OTAN</i> , par le Général John Politakos . . .	Mai	12
Distributeur automatique . . .	Mai	5
En résumé - Le visage de la Grèce . . .	Mai	28

Grecs montent la garde (Les) (reportage photographique)	Février	2
<i>Homme Occidental (L')</i> , par Georgios Daskalakis	Mai	2
Lettre d'Athènes, par Albert Phocas	Mai	18
Message du Ministre des A. E. de Grèce, M. E. Averoff	Mai	1
<i>Nouvelles frontières</i> , par Panayiotis Pipinelis	Mai	7
Protocole d'accession au Traité Atlantique de la Grèce et de la Turquie	Février	11

ITALIE		
Lettre de Rome, par Ettore della Giovanna	Octobre	12

ISLANDE		
Lettre de Reykjavik, par Benedikt Gröndal	Mars	14

NEUTRALISME		
Jusqu'où doit aller la neutralité ? (controverse en Irlande)	Avril	20
<i>Visages du neutralisme (Les)</i> , par Otto Pick	Janvier	6

NORVÈGE		
Nécessité militaire ou opportunité politique ? (M. Halvard Lang sur l'OTAN comme puissance nucléaire)	Avril	20

NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT

sur : « Quarante quatre ans après la révolution d'octobre »			sur : <i>La Politique nucléaire du Royaume-Uni</i>		
Lettre de : M. Pierre Bernard	Janvier	19	Lettres de : Colonel R. Fulljames	Avril	23
sur : <i>Les Parlementaires de l'OTAN et la Convention Atlantique</i>			M. John Briggs-Davis, M. P.	Juillet/Août	20
Lettres de : M. Walter Rischmüller	Janvier	19	Commandant J.-H. Carsters	Juillet/Août	20
M. O. van H. Labberton	Février	19	Colonel R. Fulljames	Septembre	22
M. James R. Huntley	Février	19	Commandant J.-H. Carsters	Octobre	22
D ^r H.-A. Schwartz-Liberman	Juin	21	Air Commodore G. J.C. Paul	Novembre	22
M. Andrew Weir	Mars	20	M. H. Collins	Novembre	22
M. Anthony Taylorson	Juin	22	sur : « U.R.S.S. : Homme contre Idéologie »		
M. Marc d'Hoore	Octobre	21	Lettres de : D ^r Robert K. Blundell	Septembre	21
sur : « Berlin et la brèche »			« Justan »	Septembre	21
Lettres de : M. Gerhard Finn	Mars	20	Lieut.-Col. H.-T. de Raaf	Septembre	21
Lord Boothby	Juin	22	sur : <i>Le titre de la revue</i>		
sur : « Le Désarmement par la paix »			Lettres de : Mlle Lisbeth Lewis	Septembre	22
Lettres de : M. H. Walet	Mars	20	M. Fernand Ehrsam	Novembre	22
Soldat L. Beukman	Juin	23	M. Herbert Gv. Greweling	Novembre	22
sur : <i>La lutte idéologique</i>			M. Magnus Angster	Novembre	22
Lettre de : M. Jean de Villers	Avril	23	Divers	Décembre	18
sur : <i>Connaitre les pays de l'OTAN</i>			sur : <i>L'OTAN et les officiers de réserve</i>		
Lettre de : Mlle Gwyn Illyd Lewis	Juin	22	Lettre de : M. Henri Garapon	Octobre	23
sur : « Vers une Communauté Atlantique »			sur : « La Pierre angulaire de la politique occidentale »		
Lettre de : M. Gerhard F. Frerichs	Juin	23	Lettres de : Mme W.-H. Posthumus van		
sur : <i>Faire confiance à l'Allemagne</i>			der Goot	Octobre	23
Lettres de : M. W.-F. Langdon	Juin	23	M. Isidore Revitch	Décembre	20
M. Bruno Nies	Octobre	21	sur : <i>La Folie des armements</i>		
sur : « Un Institut International des Sciences et de la Technologie »			Lettres de : M. J. de Cérigny	Octobre	23
Lettre de : D ^r Georges Gauthier	Juillet/Août	21	M. B. Cecil Bevis	Décembre	21
sur : <i>Les Russes et le désarmement</i>			sur : <i>Dévoiler les méthodes soviétiques</i>		
Lettres de : M. L. Gay	Juillet/Août	21	Lettre de : M. Horst Flinthe	Novembre	22
M. Richard Helffrich	Septembre	21	sur : <i>Une union anti-nucléaire</i>		
M. W.-H. Henderson	Décembre	21	Lettre de : M. H.-A.-C. Martin	Décembre	20

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

<i>Argent, Hommes et Marchés</i> (en Grèce), par le Professeur Andreadis	Mai	24
Bilan du Comité d'aide au développement de l'OCDE	Octobre	24
Communiqué du Conseil ministériel de l'OCDE (16/17 novembre 1962)	Janvier	20
Dépenses de Défense des pays de l'OTAN 1949-1961	Janvier	23

QUESTIONS MILITAIRES

« Ace High » (reportage photographique)	Juin	14
<i>Défense et Diplomatie</i> , par Spiros Chrysospathis	Septembre	2
<i>Défense de la Grèce dans le cadre de l'OTAN</i> , par le Général John Politakos	Mai	12
Deuxième congrès européen de la codification de l'OTAN	Juillet/Août	16
D'une session à l'autre - Au collège de Défense de l'OTAN	Octobre	11
Engin « Bullpup » en Europe (L')	Septembre	20
<i>Evolution de la formule de dissuasion</i> , par le Général Jean Valluy	Janvier	21
<i>Importance stratégique de la Turquie (L')</i> , par le Colonel Cihad Alpan	Février	7
« Kremlin » du Rhin (Le), par John S. Hodder	Avril	12
Lancement d'un engin « Hawk » en Europe	Décembre	17
Livraison des premières fusées OTAN « Sidewinder » (reportage photographique)	Janvier	14
Livre Blanc britannique sur la défense (Le)	Avril	24
Matériel de renseignement au combat	Octobre	17
Nouveau chasseur à réaction pour l'OTAN	Novembre	20
Nouvel avion à décollage vertical pour l'OTAN	Décembre	18
Politique des armements et la stabilité en Europe (La)	Septembre	24

<i>Protection des portes de la Baltique</i> , par Wynford Vaughan Thomas	Juillet/Août	8
<i>Soldats du Parti</i> , par Malcolm Mackintosh	Septembre	7
U.E.O. et la défense occidentale (L')	Juillet/Août	24

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

Bourses de Recherche de l'OTAN 1962-63	Juin	16
Bourses de Recherche de l'OTAN 1963-64	Décembre	17
<i>Institut international des sciences et de la technologie (Un)</i> , par J.-R. Killian, jnr.	Avril	7
OTAN contribue à la mise au point des techniques micro-ondes (L')	Avril	18
Radiotélescope pour l'Université d'Athènes	Octobre	17
Réunion de savants des pays de l'OTAN	Septembre	19
Science en quête de savants (La)	Janvier	11
Second cours d'été de recherche opérationnelle	Juillet/Août	23

QUESTIONS SOVIÉTIQUES

Technique des micro-circuits (La)	Décembre	17
<i>Communauté communiste (Une)?</i> , par Alfred Zauberman	Avril	15
« Étoile rouge commente les manœuvres de l'OTAN (L') »	Octobre	19
La Voix de l'URSS :		
— « Le rôle des syndicats en URSS » (Pravda)	Janvier	18
— « Conversion au socialisme par toutes les formes de luttes » (Pravda et Izvestia)	Février	18
— « Le problème de la propriété privée » (Izvestia)	Mars	18
— « Corrompre Athènes » (Komsomolskaya Pravda)	Avril	21
— « A la recherche d'une tasse de café » (Pravda)	Juin	20
— « Rééducation des parasites en exil » (Krokodil)	Juillet/Août	18
— « La ville a soif » (Pravda Ukrainy)	Novembre	21
— « Le Ministre de la Défense de l'URSS et la puissance militaire soviétique » (Étoile Rouge)	Décembre	19
— « Le manteau ouvert en peau de mouton » (Izvestia)	Octobre	20
<i>Soldats du Parti</i> , par Malcolm Mackintosh	Septembre	7
URSS : <i>Homme contre idéologie</i> , par « Justan »	Juin	6

ROYAUME-UNI

Lettre de Londres, par Anthony Hartley	Juillet/Août	14
--	--------------	----

TURQUIE

Livre Blanc britannique sur la défense	Avril	24
<i>Importance stratégique de la Turquie (L')</i> , par le Colonel Cihad Alpan	Février	7
Protocole d'accession au Traité Atlantique de la Grèce et de la Turquie	Février	11
Turcs sur le qui-vive (Les) (reportage photographique)	Février	12

Conseil de l'Atlantique Nord

Activités

Comité Militaire visite les Q.G. du Sud Europe (Le)	Décembre	16
Déclaration sur le Général Heusinger	Mars	9
Rapport de M. Rostov sur la Conférence de Punta del Este	Avril	19
Relève du SACEUR ajournée (La)	Décembre	17
Session ministérielle d'Athènes		
— Communiqué final	Juin	13
— Réactions dans la presse des pays de l'OTAN	Juin	18
Session ministérielle de Paris 1961 (communiqué final)	Janvier	12
Session ministérielle de Paris 1962 (annonce)	Décembre	16
Voyages officiels de M. Stikker :		
— en Grèce	Janvier	16
— aux Etats-Unis et en Belgique	Mars	9
— en Turquie	Juin	17
— au Danemark	Juillet/Août	17
— en Norvège et au Luxembourg	Octobre	17

Nominations et Mutations

AILLERET, Général Charles	Décembre	16
ANDERSEN, M. H.-G.	Juillet/Août	17
BARRY, Général R.-H.	Janvier	16
De CUMONT, Général C.-P.	Septembre	19
ERKIN, M. Feridun Cemal	Juin	17
GREWE, D ^r Wilhelm	Novembre	19
GRIGORPOULOS, Général Théodore	Décembre	16
GUÉRIN, Général J.-M.	Janvier	16
HENDRICK, Vice-Amiral de l'Air Max M. HOME, Lord	Décembre	16
IGNATIEFF, M. George	Novembre	19
KJEHOLT, Contre-Amiral	Juillet/Août	17
LÉGER, M. Jules	Avril	19
De LEUSSE, M. Pierre	Juillet/Août	17
MASON, Sir Paul	Juillet/Août	17
MARGARITIS, Général Constantin	Décembre	16
MELAS, M. Michel	Décembre	16
	Novembre	19

NOGUEIRA, M. Alberto-Franco	Janvier	16
PALAMAS, M. Christian X.	Novembre	19
PIERS, Contre-Amiral Desmond W.	Décembre	16
PUGET, Général André	Décembre	16
QVISTHAARD, Amiral E.-J.-C.	Décembre	16
RAMBERG, Général Kurt	Décembre	16
RUFFNER, Général Clark L.	Décembre	16
SARPER, M. Selim	Janvier	16
SEYDOUX, M. François	Juillet/Août	17
SHUCKBURGH, Sir Evelyn	Décembre	16
STROTHER, Général Dean C.	Décembre	16
TAMBER, Contre-Amiral Ragnvald A.	Avril	19
THORSTEINSSON, M. Petur	Juillet/Août	17
WALTHER, D ^r M.-G. von	Novembre	19

Secrétariat International de l'OTAN

Nominations et Mutations

ADELMANN, Raban Graf (Nouveau Directeur de l'Information)	Septembre	19
ALLIS, D ^r William P. (Nouveau Conseiller Scientifique)	Juillet/Août	17
CASARDI, M. Alberico (Départ de)	Juillet/Août	17
COLONNA, M. Guido (Nouveau Secrétaire Général Adjoint)	Juillet/Août	17
Mc GOWAN, M. John E. (Départ de)	Septembre	19
NIERENBERG, D ^r William A. (Départ de)	Juillet/Août	17
TUIJN, M. C.-J. (Départ du Directeur Général de la CEOA)	Décembre	17

Commandements et Organismes de l'OTAN

Nominations et Mutations

ANDERSEN, Général Tage	Février	16
BINGLEY, Amiral Sir Alexander	Décembre	17
BROWN, Amiral Charles R.	Février	17
EVANS, Amiral Sir Charles	Novembre	20
GROEBEN, Général Peter von der	Février	16
KARGH, Général E.	Février	16
LARSEN, Général F.-B.	Février	16
LEMNITZER, Général Lyman L.	Septembre	20
	Décembre	17

NORSTAD, Général Lauris.	Septembre	20	Groupe de travail de combustion et propulsion	Mars	9
PAGH, Général H.-J.	Décembre	17	Groupe de travail de la Dynamique des Fluides	Février	17
RUSSEL, Amiral James S.	Février	16	Mort du Professeur Pérès	Avril	19
SMEETON, Vice-Amiral R.-M.	Février	17	Séminaire sur la Magnéto-Dynamique des Fluides	Septembre	20
WAGNER, Contre-Amiral G.	Novembre	20			
WOODS, Amiral Sir Wilfrid.	Février	16			
	Décembre	17			
Exercices					
CLEAN RUN 62.	Juin	17	Commandement Allié de l'Atlantique		
CO-OP.	Janvier	17	Islandais au SACLANT (Des)	Avril	19
DAWN BREEZE VII.	Avril	19	Vingt deux millions de kilomètres carrés d'Océan du SACLANT (Les).	Avril	16
FALLEX 62	Octobre	17	Commandement Allié en Europe		
FALLTRAP	Novembre	20	Conférence aérienne	Mars	9
HIGH JUMP/WOLF BRUN	Juin	17	Compétitions de tir pour engins NIKE	Juin	17
LONG THRUST TWO.	Février	16	Des alliés au volant (Q.G. NORTHAG).	Mars	13
LONG THRUST THREE.	Juin	17	Hommage au Général Norstad.	Novembre	7
RIPTIDE III.	Octobre	18	Nominations au COMBALTAP	Février	16
SHAPEX 62	Juin	17	Nouveau commandement de la Baltique.	Janvier	17
			Réunions des anciens officiers du SHAPE.	Septembre	26
AGARD					
Calendrier des réunions techniques en 1962	Janvier	17	Collège de Défense de l'OTAN		
Centre de formation en aérodynamique expérimentale.	Juin	17	D'une session à l'autre. Au collège de Défense de l'OTAN	Octobre	11
Dixième anniversaire de l'AGARD.	Septembre	20	Vingt et unième session	Avril	19

Comptes rendus de Livres

<i>And Not a Shot is Fired</i> , par Jan Kozak (The Long House Inc., New Canaan, Connecticut, \$ 1).	Mars	25
<i>Apport financier de 1960 aux pays en voie de développement (L')</i> (Rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques)	Juillet/Août	22
<i>British Survey</i> . (Main Series n° 153, publié par la British Society for International Understanding, Londres, 1s.6d.)	Mars	25
<i>Commonwealth Preference</i> . (COI, Londres).	Avril	25
<i>Das Mittelmeer, Ein Meer der Entscheidungen</i> (La Méditerranée, mer des décisions) par Wolfgang Höpker (Verlag E.S. Mittler & Son, Francfort).	Mars	24
<i>Defense Psychology</i> . (Pergamon Press, Oxford, 70s.)	Juin	25
<i>Deutscher Bundeswehrkalender 1962</i> , par W. Eckert, K. Schnell (Walhalla u. Praetoria Verlag, Munich 1961)	Février	25
<i>Does Overpopulation Mean Poverty?</i> par Joseph Marion (Centre for International Economic Growth, Washington D.C.)	Octobre	25
<i>Dynamics of International Politics (The)</i> , par Norman J. Padelford et George A. Lincoln (Macmillan Company, New York, 56s.)	Décembre	21
<i>East Central Europe and the World : Developments in the Post-Stalin Era</i> , présenté par Stephen D. Kertesz (Presses de l'Université de Notre-Dame, \$ 6,50).	Octobre	26
<i>Ein Volk Sucht Seine Sicherheit</i> (Une nation cherche sa sécurité) par Fritz Erler (Europäische Verlagsanstalt, Francfort-sur-le-Main)	Janvier	24
<i>Encouragement and Protection of Investment in Developing Countries (The)</i> , par Michael Brandon (Stevens & Sons Ltd, Londres, EC4, 15s.)	Avril	25
<i>Factors in Economic Development</i> , par A.K. Cairncross (Allen & Unwin, Londres, 35s.)	Novembre	23
<i>Freedom's Frontier - Atlantic Union Now</i> , par Clarence K. Streit (Harper & Bros. New York, \$ 3,95)	Février	23
<i>Gouvernement de l'URSS (Le)</i> , par Michel Moushkély et Zygmunt Jedryka (Presses Universitaires de France, Paris, 24 NF)	Février	24
<i>Joseh Stalin</i> . (Index Limited, Cavage Place, Londres S.W.1, 1s.6d.)	Juillet/Août	22
<i>Kremlin Target : USA - Conquest by Propaganda</i> , par Donald Dunham (Ives Washburn, Inco., New York, \$ 4,50)	Février	24
<i>Marché du Travail Européen</i> , par Dr. J. Schiefer (Daloz et Sirey, Paris, NF. 27,30).	Juin	24
<i>NATO : The Entangling Alliance</i> , par Robert Endicott Osgood. (University of Chicago Press, \$ 7,50)	Juillet/Août	22
<i>New Dimensions in Foreign Policy</i> , par Max Beloff (George Allen & Unwin, Londres, 25s.)	Mars	24
<i>Personal Freedom in the Marxist-Leninist Countries</i> (Amnesty, 1 Mitre Court Building, Londres EC4).	Novembre	23
<i>Pipe-lines et Pétroliers</i> (Publications de l'OCDE, Paris).	Juillet/Août	23
<i>Political Advancement in the South Pacific</i> , par Francis West (Oxford University Press, Amen House, Londres EC4, 35s.)	Juin	25
<i>Political Future of the European Community (The)</i> , par Roy Pryce (John Marshbank Ltd. Londres, 15s.)	Septembre	23
<i>Politics of Western Defence (The)</i> , par F.W. Mulley (Thames and Hudson, Londres, 30s.)	Septembre	23
<i>Protection des Inventions aux Etats-Unis (La)</i> , par André Bouju (Éditions Eyrolles, Paris, NF 23).	Mars	25
<i>Signification de Berlin (La)</i> . (HMSO Londres)	Mars	28
<i>Strategie der NATO - aus der sicht der Obersten Befehlshaber Europa</i> (La stratégie de l'OTAN - vue par les Commandants Suprêmes des Forces Alliées en Europe), publié par le Deutsche Atlantische Gesellschaft, Bonn.	Mars	25
<i>Taschenbuch für Wehrpflichtige</i> , par H. Karst, K. Schnell et H. Seidel (Walhalla u. Praetoria Verlag, Munich)	Février	25
<i>Taschenbuch für Wehrfragen 1960/61</i> , par E. Jahn, K. Neher et H. Pfeill (Umschau Verlag, Francfort-sur-le-Main).	Février	25
<i>Wall and the Farmer (The)</i> , par Constantin Fitzgibbon (publié par Index Limited, Cavage Place, Londres S.W.10)	Mars	25
<i>Walls of Europe (The)</i> , par John Biggs-Davison (Johnson, Londres, 15s.)	Octobre	25
<i>World of Mr. Kruschchev (The)</i> . (British Survey N° 150, publiée par la Société britannique pour la compréhension internationale, Londres, 1s.6d.)	Janvier	25
<i>Zehn Jahre Nach Korea</i> (Dix ans après la Corée), par Karl Bauer (Harald Boldt Verlag, Boppard/Rhein)	Janvier	24

